

# La revue catholique des idées et des faits

## SOMMAIRE

Saint Jean de la Croix, écrivain  
L'état d'esprit de la jeunesse  
La guerre des Paysans  
La crise du sionisme  
Le Concile de Lausanne  
Le crépuscule de Glozel  
La jeunesse catholique est-elle détournée de la politique ?

Rodolphe Hoornaert  
Gonzague de Reynold  
Fl. De Lannoy  
Gonzague Ryckmans  
Dr Carl Wick  
J. J. Thomasset  
Giovanni Hoyois

Les idées et les faits : Chronique des idées : Une apôtre sociale : M<sup>lle</sup> Victoire Cappe : Mgr J. Schryngens. — Rome. — Allemagne.

## La Semaine

♦ La Ligue des Travailleurs chrétiens a tenu son sixième Congrès. Elle groupe actuellement 169,000 ouvriers sur 1,100,000 ouvriers industriels que compte la Belgique, et contre 550,000 affiliés au parti socialiste.

Il faut admirer sans mesure le zèle apostolique de ceux, prêtres et laïcs, qui s'efforcent de soustraire les masses prolétariennes à l'emprise socialiste. Avant de critiquer la conception et l'organisation de classe de la Ligue des Travailleurs chrétiens, avant de trouver à redire à la Standsorganisatie et à sa confusion du social et du politique, il est équitable de rappeler les lourdes fautes de la bourgeoisie (catholique et libérale) et des classes dirigeantes du siècle dernier. Si les masses populaires se sont éloignées du Christ et de son Eglise, c'est que l'égoïsme aveugle et l'âpre esprit de lucre des classes possédantes les avaient réduites en esclavage et plongées dans une « misère imméritée ».

Que dans notre organisation politique et sociale à base de suffrage universel pur et simple inorganisé — tout le monde s'occupant également de tout — les travailleurs réclament une place et exigent d'être reconnus, qu'ils essaient d'acquiescer une influence proportionnée à leur importance électorale, quoi d'étonnant? Le régime, cette absurde loi du nombre base de toute démocratie politique et source des pires désordres, engendre naturellement cette réduction de tous les problèmes de la vie en société à des proportions électorales.

Aux chefs de la démocratie chrétienne de résister à la tentation d'employer les forces dont ils disposent au profit trop exclusif d'une seule classe sociale. Et on a l'impression qu'au Congrès de Bruxelles, comme à celui de Tournai, des idées d'union de tous les catholiques étaient dans l'air.

Tant mieux! Toutefois, pour que cette union, si nécessaire, se réalise, il ne faudrait pas, tout de même, que seuls les démocrates et les Flamands fussent y mettre du leur. Le grand malheur, c'est que l'immense majorité des catholiques belges d'expression française sont « égarés » par la lecture quotidienne de journaux où des écrivains anonymes, sans responsabilité et sans mandat, ne contre-carront que trop souvent l'action des chefs politiques qui s'emploient à faire l'union. Si la question flamande est toujours là, plate béante et qui s'agrandit et s'envenime, la principale coupable n'est-elle pas certaine presse dont l'inexcusable ignorance et l'incompréhension butée entretiennent les équivoques et les malentendus?

M. Renkin vient de rappeler dans une lettre courageuse que la question de l'Université flamande est toujours ouverte et que l'union entre catholiques demande qu'elle soit résolue. Qui donc à Bruxelles ou en Wallonie s'en doutait? Pourquoi ne jamais parler que des excès flamingants ou démocrates et sembler ignorer qu'à côté de ces excès il y a « autre chose » auquel adhèrent des milliers et des milliers de coréligionnaires?

♦ La question militaire continue à faire couler des flots d'encre. On assiste au même navrant spectacle toujours renouvelé en démocratie politique : tout le monde discutant de tout! Que sera-ce quand les Chambres seront saisies!

Les socialistes veulent les six mois « pur et simple ». Au Congrès des Jeunes-Gardes socialistes, M. De Brouckère a dit que nous n'étions pas prêts en 1914, que l'organisation actuelle ne vaut rien, qu'on perd son temps à la caserne, et... qu'il n'y a qu'une formule : les six mois.

Prémises vraies, conclusion simpliste et arbitraire.

Nous croyons aussi qu'actuellement on gaspille beaucoup de temps et pas mal d'argent, et pas plus que M. De Brouckère, nous ne nous fions à... l'immersion des militaires. Mais chauffer à blanc la jeunesse pour une formule qui n'est qu'une formule; mais affirmer, dans un petit pays qui a besoin de l'union intime de tous ses enfants pour organiser sa défense contre l'envahisseur éventuel, « qu'il nous faut travailler au désarmement en assurant la réduction du temps de service » (comme si l'armement de la Belgique menaçait la paix du monde!!!); mais prétendre « que grandit une génération qui sera — si elle le veut — celle de la paix » — comme si la paix européenne dépendait de la jeunesse socialiste belge! — tout cela n'est-ce pas, en fin de compte, énerver notre force de résistance, diminuer notre potentiel défensif, jausser l'esprit de ceux qui, demain peut-être, seront appelés à couvrir la Patrie du rempart de leurs poitrines?

Au lieu de se battre pour ou contre les six mois, tous les Belges, solidaires devant l'éventualité d'une agression nouvelle, devraient n'avoir qu'un seul vouloir : la défense efficace de la Patrie commune.

♦ Le Saint-Père a consacré de ses mains le premier évêque japonais. Là-bas aussi, comme en Chine, l'Eglise est, enfin, vraiment « chez elle », et tous les espoirs sont désormais permis.

Un clergé indigène, un épiscopat indigène, réponse apodictique à ceux qui reprochaient à l'Eglise du Christ de lier la Vérité à une civilisation, à une couleur de peau, à une forme d'yeux. Toutes les âmes, toutes les nations, toutes les races ont été racheetées et sont appelées.

♦ Deux anniversaires : dix années de dictature rouge, cinq ans de dictature fasciste. Un régime de mort, et un régime de vie. Quel spectacle lamentable que celui de la décadence et de la décomposition de l'immense Russie! Quel exemple et quelle leçon que la renaissance italienne!

Et Mussolini, qui, décidément, a le génie des formules, a crié à cette âme italienne refaite par lui : « Cinq ans! Et nous avons un siècle devant nous! »

Quelle confiance magnifique dans les énergies de la race! Et comme tout patriote italien doit se sentir électrisé par de pareils accents. Le Duce a su éveiller la force invincible qui, appuyée sur un passé grandiose, emporte l'Italie vers toutes les possibilités.

Cinq ans! Et peu après la Marche sur Rome, un ami anglais, très au courant des affaires de son pays — et qui croyait, lui, à l'importance et à l'avenir de la révolution fasciste — nous disait que la City, ce facteur dominant de la politique britannique, était certaine que Mussolini ne tiendrait pas trois mois...

# Saint Jean de la Croix, écrivain <sup>(1)</sup>

Vous avez entendu souvent au cours de cette semaine parler des œuvres de saint Jean de la Croix.

Quelles sont ces œuvres?

Dans quelle ambiance littéraire ont-elles été écrites?

De quel tempérament littéraire sont-elles le produit?

Enfin, quel est, toujours au point de vue littéraire, leur mérite de forme et de fond?

Tels sont les points que je traiterai dans cette conférence.

## I

« Un critique, dit Jean Baruzi, (dont j'admire la patiente documentation, mais, je me hâte de le dire, dont je suis loin de partager les conclusions synthétiques), un critique qui se placerait dans l'hypothèse d'une incertitude totale arriverait peu à peu à voir de façon ferme en Jean de la Croix — quels que puissent être ensuite les problèmes concernant l'établissement des textes — l'auteur de la *Montée du Carmel*, de la *Nuit obscure*, de la *Vive flamme d'Amour*, du *Cantique Spirituel* de huit poésies indiscutables. Pour des raisons de critique interne il lui attribuerait quelques poésies encore peut-être. L'étude technique des manuscrits le mettrait en face de lettres et fragments autographes qui sont rigoureusement établis. S'ajouteraient enfin quelques lettres dont l'histoire n'est pas faite, un fragment connu sous le nom de *Cautelas*, quatre « Avis », adressés à un religieux et concernant quelques modalités de la perfection monastique » (2).

Nous écartons donc comme apocryphes : les *Coloquios ou le fameux Traité des Epines de l'Esprit* et le *Traité de la connaissance obscure de Dieu*.

La plupart des œuvres de saint Jean de la Croix ont été écrites dans un laps de temps très court, du moins ses grandes œuvres : de 1578 à 1584, mais on peut dire qu'elles ont été pensées toute sa vie.

Elles sont d'ailleurs l'aboutissement d'une époque. Au moment où saint Jean de la Croix écrit ses œuvres, le *Romantisme*, si je puis m'exprimer ainsi, le romantisme espagnol est loin!

En philosophie, on venait d'assister au triomphe du *thomisme*. La vogue platonicienne baissait dans les universités d'Espagne et le vieux nominalisme était abandonné. Pierre Lombard, Duns Scot, Durand cédaient graduellement le pas et la *Somme théologique* de saint Thomas d'Aquin que Pie V élève en 1567 à la dignité de docteur de l'Eglise devient la norme classique de la pensée. Salamanque où, il n'est pas inutile de le faire remarquer, saint Jean fait ses études, est le pivot de ce groupement des esprits autour d'une philosophie positive et classique.

En littérature, même réaction contre le romantisme. On ne goûtait plus en ce XVI<sup>e</sup> siècle finissant les prouesses d'Amadis, de Gaule et de Palmerin d'Angleterre, pour lesquelles on perdait le sommeil au début du siècle. Les esprits étaient plus positifs; une foule de traits de morale et d'ascétisme avaient vu le jour; ils avaient donné à l'âme espagnole, un peu folâtre dans les premières années de 1500, une série de leçons de gravité; aussi les farces, et les plaisanteries grossières de la *Colestina* n'étaient plus de mode. Dans l'Espagne de Philippe II, le bon sens a triomphé et l'on s'est fait une norme de la gravité. Ce clair bon sens et cette gravité pacifique sont les qualités maîtresses du siècle d'or. L'incarnation géniale de ces qualités maîtresses de l'âme espagnole à la bonne époque sera cet immortel chef-d'œuvre : *Don Quichotte de la Manche*. Mais celui-ci ne paraîtra à Madrid qu'en 1605. Déjà les œuvres de saint Jean de la Croix étaient écrites. Elles constituent avec les œuvres de sainte Térèse le plus haut palier

que la littérature moralisante d'Espagne ait atteint, en passant successivement de la satire picaresque à la spiritualité bourgeoise, de la spiritualité à l'ascétisme et en se haussant enfin avec Louis de Grenada, Pedro de Alcantara, Luis de Leon, Ant. de Crozco et surtout Santa Teresa de Jesus et San Juan de la Cruz au plus pur mysticisme.

Ce genre littéraire, si je puis, en parlant de la forme, appeler ainsi le style d'écrivains qui n'eurent certes pas la préoccupation — du moins pas la préoccupation dominante — de suivre un genre, ce genre littéraire exerça son influence, sur la littérature pure, et ce fut alors que l'on vit naître sous l'influence des idées régnantes, des œuvres qui n'étaient que l'adaptation *a lo divino* d'œuvres profanes existantes. Ainsi on tourne « au divin » les anciennes chevaleries, on met au divin un sonnet de Boscan ou une églogue de Garcilaso, et la Diane enamourée, courtisée dans les bergeries de Montemayor devient la Vierge glorifiée par les anges dans les pâturages du Ciel.

Dans cette Espagne, de jour en jour plus grave et austère de Philippe II, l'atmosphère est tout entière *a lo divino*.

Ajoutez-y un goût du délicat, du raffiné, que l'on pousse bien vite à l'extrême : Cela nous éloigne fort des sensualités plutôt épaisses où au début du siècle on cherchait ses joies.

C'est dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle que naquit en Espagne « l'art nouveau ». La Renaissance en effet fut à la fois éprise de poésie et de science; elle exige l'une et l'autre d'un esprit cultivé *espírito culto*, et de là vient qu'à cette époque les érudits sont poètes et les poètes se piquent d'érudition (1).

Ceci donna naissance au *maniérisme* espagnol qui s'appellera cultisme, gongorisme ou conceptisme, d'après qu'il s'attaque à la forme ou à la pensée.

Les initiateurs de ce maniérisme si singulier furent les poètes Boscan et Garcilaso; plus tard viendront : Gongora pour la poésie et Ledesma pour la prose qui porteront le genre au paroxysme.

Or, saint Jean naquit dans cette atmosphère de sérieux classique et de recherche maniériste, et nous savons qu'il adopta en ses vers la rythmique italienne de Boscan et de Garcilaso de la Vega. À l'époque où saint Jean écrit le *Cantique Spirituel*, Gongora n'a que vingt-trois ans, mais je vous montrerai tout à l'heure que déjà l'œuvre de notre mystique porte de nombreuses traces de ce cultisme qui était dans l'air.

Voilà à gros traits quel milieu littéraire et intellectuel Jean a vécu, pensé et écrit.

Avant d'entamer l'analyse de son œuvre et de ses mérites littéraires, il est indispensable de nous arrêter un moment à ses facultés d'écrivain, disons plutôt à son âme d'artiste.

## II

Car saint Jean de la Croix fut une âme d'artiste dans toute la force du terme : finement émotive et sensible, attirée d'instinct vers toute noblesse — ardente et enthousiaste —, et tellement polarisée par son Idéal de Beauté qu'elle y tient jusqu'à épuisement de forces.

On voit trop en saint Jean de la Croix l'ascète horrible, l'homme qui a tellement crucifié la nature qu'il en a perdu toute sensibilité, l'homme qui s'est arraché le cœur. La vérité est que l'âme de saint Jean fut une âme tendre, presque féminine, surtout si on l'oppose à l'âme forte, virile (*recio corazon*) de sainte Térèse. Saint Jean paraît avoir été très sensible. Il naquit dans une atmosphère de gêne et de souffrance. Son père, de noble origine, mais implacablement rebuté par les siens, ne réussissait pas dans un métier pour lequel il n'était pas fait; vaincu par le décou-

(1) Conférence prononcée à Bruges.

(2) JEAN BARUZI, *Saint Jean de la Croix et le problème de l'expérience de l'expérience mystique*. Paris, Alcan, 1924 p. 56.

(1) H. HOORNAERT : *Le Cantique Spirituel*, p. XXIII.

ragement, il finit par succomber laissant sa femme et ses trois petits enfants dans le dénuement.

Les privations du bas âge firent de Jean de Yepès un petit garçon plutôt chétif. Il poussa mal et resta petit, ce qui fera dire à sainte Térèse, qui avait trouvé ses deux premières recrues dans le Père Antoine et le Père Jean de la Croix, qu'elle avait commencé sa réforme avec un homme et demi. »

C'était d'ailleurs un cérébral, chez qui le cerveau mangeait tout. En outre, il abusa de ses forces dès l'âge de neuf ans; il ne fit jamais autre chose; sa mère le surprit une nuit dormant sur des sarments. A quatorze ans, il étudiait la nuit, à Medina, dans un galetas, assis sur des fagots, à la lueur d'une pauvre lampe.

Aucune forme d'art ne lui fut étrangère. Il aima la musique jusqu'en ses derniers jours, depuis les sérénades des pauvres joueurs de guitare de son village natal, autour desquels, le soir, aux carrefours, s'assemblaient les gamins, jusqu'au concert des musiciens d'Ubeda, qui vinrent le charmer dans son agonie. Mais il aima par dessus tout les concerts de la nature et les harmonies mystérieuses des bois, des eaux et des astres, qu'il appelle quelque part : « la musique silencieuse ».

Il eut du goût pour la sculpture, la peinture et le dessin; il travailla notamment avec Juan de Vera, au couvent de Baeza à décorer la chapelle et peignit à Ségovie un Christ portant sa croix. Il fut très bon orateur et écrivain; mais en poésie, il atteignit le génie et c'est à bon droit, comme nous le verrons tantôt, que ses vers passent dans l'histoire de la littérature espagnole pour les meilleurs qui furent écrits en castillan.

Ce fut une âme lyrique dans toute la force du terme et j'entends par lyrisme, le jaillissement spontané de l'ardeur des natures frémissantes.

On aime à se le représenter ainsi, étudiant à Salamanque, dans toute la fougue de son ardente jeunesse.

« Ah! la vie turbulente et jeune de cette belle Université de Salamanque, pivot du monde intellectuel d'alors « princesse de toutes sciences », selon la fière devise de son blason. Elle était trépidante de vie. Avec son peuple d'étudiants, simples chevaliers de la « tune », picaros toujours en mal de tours pendables, ou élèves sérieux assoiffés de culture ancienne, avec ses juges et ses officiers, avec son corps de professeurs, et son recteur magnifique et son chancelier nommé à vie, représentant le Pape et l'Empereur, elle constituait une véritable république du savoir. Chaque jour, sous le soleil cuisant ou la pluie froide, c'était par les places, dans les patios des collèges et les ambulacres de l'Université un va-et-vient bariolé d'uniformes, élèves des ordres militaires, aux robes claires ou brunes, bordées d'une « béca » bleue, écarlate ou violette, pays blancs ou noirs ou gris, et jusqu'à la nuit tombante après les cours du soir où les professeurs donnaient encore des consultations, le bourdonnement des syllogismes se mêlait au cliquetis des rapières dans ce champ clos de la science où les maîtres se prenaient de querelle pour une virgule de Juvénal et où les étudiants se battaient pour l'amour, le « pendoar » ou le simple plaisir. »

Jean de Yepès s'était épris d'enthousiasme des maîtres de l'heure, Broccuse, Castiglione ou Léon Hebreo. Peut-être, avec un petit cercle de raffinés a-t-il subi — la technique de ses vers l'insinue — l'engouement pour les poètes du temps, le romanesque Garcilaso avec ses poèmes bucoliques et Boscan, le merveilleux technicien. La lutte du parler castillan en rébellion contre le latin a dû le passionner et, dans toutes ces luttes de jeunesse, il prit parti, très probablement, lui qui dans tous ces domaines figurera plus tard au premier plan dans l'histoire du mouvement des idées et de la langue. Peut-être est-elle de cette époque de sa vie cette délicieuse poésie dans le style des bergeries du temps *a lo divino*, intitulée : *Cancion de Cristo y el Alma*, et qui commence par ces mots :

*Un pastorcico esta solo penado,*

*El pecho de amor muy lastimado...*

La voici :

CANCON DU CHRIST ET DE L'ÂME.

*Un petit berger est là seul, tout en peine,  
Sans joie, sans plaisir.  
Sa pensée est toute à sa bergère  
Et son cœur est tout abimé d'amour.*

*Il ne pleure pas parce qu'amour l'a blessé  
Car il ne s'afflige pas de se voir si affligé  
Bien qu'il soit frappé au cœur...  
Mais il pleure en pensant qu'il est oublié.*

*Car rien qu'en pensant qu'il est oublié  
De sa belle bergère, grandement  
Il se laisse maltraiter en terre étrangère  
Et son cœur est tout abimé d'amour!*

*Et il dit, le petit berger : « Ah! malheureux  
Amour absent de mon amour  
Et qui ne veut jouir de ma présence,  
Moi dont le cœur est tout abimé d'amour!*

*Et voici qu'après avoir attendu longuement, il monte  
A la cime d'un arbre et là, ouvrant ses beaux bras  
Et attaché par les membres, meurt,  
Et le cœur tout abimé d'amour.*

Plus tard, sa vie, les terribles aventures de sa vie, si je puis ainsi m'exprimer, affinèrent encore cette âme déjà si sensible; je parle surtout de l'aventure de Tolède : car ce fut là dans ce terrible cachot, où les mitigés le jetèrent tout vivant, tout ardemment jeune, à l'âge de trente-cinq ans, que son âme d'artiste et de mystique s'épanouit pleinement. Sans les tortures de Tolède aurions-nous eu l'admirable conception de la « Nuit obscure » qui traverse toute son œuvre de sa majesté nocturne; aurions-nous ces poèmes qui passent pour les plus beaux de la langue castillane et qui sont certainement les plus beaux de la littérature mystique de tous les pays?

Saint Jean, pendant neuf mois, végète dans un affreux petit cachot, réduit obscur, étroit, sans air, presque sans lumière, sorte de trou dans un mur épais, quelque chose comme la bolge infernale que nous décrit sainte Térèse; près de la voûte, une petite lucarne prenait jour sur un corridor intérieur. Pour lire son bréviaire, pour écrire, il est obligé, lorsqu'il ne reçoit pas un lumignon fumeux, de se tenir debout sur un escabeau, la tête à peu près à la hauteur de la lucarne.

Et pourtant, au point de vue de son œuvre, ces mois furent les plus lumineux de sa vie! Tant il est vrai que la grande œuvre d'art ne peut être pétrie que de la chair et du sang de l'artiste.

Ah! oui, son œuvre fut faite avec sa chair et son sang!

Comme il a souffert là, dans ce réduit! Toute lumière terrestre y étant abolie, il voyait avec une clarté d'autant plus saisissante la beauté de son rêve intérieur, clarté si forte qu'elle émanait de lui et, à certaines heures, éclairait le réduit d'une lueur étrange. Car ce rêve, il le vivait ici, en plénitude; il éprouvait sa solidité; il constatait qu'il était tellement robuste, tellement vrai, tellement divin qu'il pouvait se passer de tout soutien humain et pourtant, rester vivre; oui, même vivre et se développer davantage à mesure qu'il n'avait plus pied sur aucun fond humain.

Aussi est-ce ici, en ce cachot de Tolède, où il est abreuvé de douleurs, sevré de toute douceur humaine, que naît son œuvre surhumaine; c'est dans cette nuit obscure qu'il conçoit les plus lumineuses productions de son génie, ici que se pétrit la matière de ses grands ouvrages : la *Montée du Carmel*, la *Nuit obscure*, la *Vie Flamme d'Amour* et le *Cantique spirituel*; c'est ici à la lueur vacillante de sa pauvre lampe ou du jour tombant de la petite lucarne ou de la lumière surmaternelle qui émanait de lui, qu'il écrit le sublime poème du *Cantique* et, probablement, celui de la *Montée* et de la *Nuit obscure* dont ces œuvres ne seront plus tard que le commentaire en prose; c'est ici aussi qu'il rédige ce poème émouvant, trop peu connu, intitulé *Noche Oscura*, et qui commence par ces mots :

*Que bien sé yo la fuente que mana y corre  
Aunque es de noche.*

*Je la connais, cette eau qui jaillit et qui fuit.  
Quoique ce soit de nuit.*

*Dans la Vie éternelle elle cache sa source,  
Mais je sais le chemin secret que suit sa course,  
Quoique ce soit de nuit.*



D'abord, dans certaines conceptions. Je ne parle pas seulement des symboles fonciers comme l'Ascension de la Montagne sacrée du Carmel ou la vue de l'Univers spirituel sous forme d'une Nuit obscure à travers laquelle, en tâtonnant, l'âme cherche Dieu; mais dans des conceptions de détail où se révèle une imagination créatrice d'une originalité puissante, par exemple, certaines figures de la *Vive Flamme d'Amour* par lesquelles le saint tâche d'expliquer l'action de Dieu dans l'âme: la toile d'araignée, la touche de Dieu, les pas de Dieu, son réveil dans l'âme, le symbolisme des lampes et des cavernes des sens.

Laissez-moi vous développer, par exemple, ces deux dernières images: Elles constituent le symbole fondamental de la strophe trois du poème de la *Vive Flamme*.

Voici cette strophe:

*O Lampes de feu  
Dans les splendeurs desquelles  
Les profondes cavernes du sens  
Qui était obscur et aveugle  
Donnent en même temps avec de rares excellences  
Chaleur et lumière à leur Bien-Aimé!*

Dieu a délicatement blessé l'âme; il l'a brûlée par un cautère très suave et purifiée. Par cette caresse infiniment douce, par cet attachement divinement délicat, dans quel état l'âme est-elle mise?

Elle se trouve subitement introduite dans l'Océan sans rivages des attributs divins. Ceux-ci l'entourent de toutes parts; elle y baigne, elle s'y trouve noyée comme en une mer immense non plus d'ondes amères, mais de lumière et de chaleur. Elle ne voit plus que cette mer immense dont chaque flot, chaque vague est un attribut divin; et chaque attribut lui apporte, tel une lame qui déferle une nouvelle vague de lumière et de chaleur; elle ne sait comment exprimer ces choses et faute d'une comparaison meilleure s'écrie:

*O lampes de feu — dans les splendeurs desquelles...*

Tous ces flots de la divine essence, ou toutes ces lampes, ont donc un reflet spécial, une flamme particulière, mais «elle est dans le rayonnement de leur ensemble»; «Le même Dieu dans son unité est semblable pour l'âme à une multitude de lampes qui l'illuminent en principes de sagesse et lui communiquent leur chaleur». Et c'est ce qui explique que, quoique baignant toute dans l'essence divine néanmoins à chaque instant une connaissance distincte l'enflamme d'un nouvel amour.

*O lampes de feu — dans les splendeurs desquelles...*

Elle pénètre en cet abîme de l'Océan divin et cet abîme pénètre, en elle, grâce aux onctions subtiles et très délicates de l'Esprit; et à la clarté de ces flots lumineux, elle se découvre au sein d'elle-même en elle des abîmes inexplorés: ce sont les profondes cavernes du sens, *las profundas cavernas del sentido*.

Jusqu'ici, nul être, nulle vie, nul rayon n'avait pénétré dans ces cavernes de l'âme; tout y était, depuis son existence d'âme, obscurité et ténèbres, royaume inconnu, temple enseveli, profondeurs mortes, déserts inexplorés, que *estaba oscuro y ciego*, mais voici que soudain des torrents de lumière s'y sont précipités:

*O lampes de feu, o lamparas de fuego!*

et ces profondes cavernes sont devenues autant de centres lumineux, inondés «d'ombres claires et ardentes qui toutes ne sont qu'une lampe, celle de la simple essence de Dieu qui, de toutes ces façons resplendit sur l'âme».

Mais alors, imbibée de cet amour infus, l'âme se sert de ces centres nouvellement découverts et de cet accroissement prodigieux de chaleur et de vie divine pour faire retour à Dieu, pour lui rendre chaleur et lumière d'amour avec une ardeur qu'elle ne se connaissait pas et qu'elle vient de se découvrir: *Con extranos primores, calor y luz dan junto a su querido*.

C'est le plongeon vertigineux dans l'infini. C'est l'absorption totale de l'âme par Dieu, et selon toute la mesure de sa capacité de Dieu par l'âme!!!... qui se perd défaillante dans le sommeil de l'union.

L'imagination si précise du saint s'affirme encore dans le trait descriptif et dans les comparaisons. Je crois, disait sainte Térèse,

qu'en chaque petite chose de la création il y a infiniment plus que nous n'en pouvons voir, quand ce ne serait qu'une petite fourmi. » Saint Jean a bien compris ce sens secret des choses, lui qui entendait ce qu'il nomme «la musique silencieuse», des êtres.

Il a observé, au Calvario peut-être, que la tourterelle encore isolée, ne se pose sur les branches vertes, évite de se mettre à l'ombre et fuit la société des autres oiseaux; il a vu que la branche de bois vert léchée par la flamme noircit d'abord, puis se tord, grince et pleure, et rougeoit enfin jusqu'à se confondre avec le feu, il aime les beaux œillets rouges, «Claveles de Sévilla», la fleur andalouse par excellence, et comme il a vu les femmes de Séville s'en mettre dans les cheveux, lui en pousse dans les auréoles des martyrs.

Pour faire comprendre que l'âme élevée par Dieu aux derniers degrés de l'oraison semble presque toucher à la Béatitude, impossible pourtant en cette vie, il dit qu'elle n'en est plus séparée que par une toile légère et transparente. Il compare les dons du Saint-Esprit à sept celliers où l'on boit un vin de plus en plus enivrant: Il fait comprendre l'union de Dieu avec l'âme par celle de la vitre et du rayon qui la traverse, par celle du charbon et du feu, par celle de la lumière des étoiles et du soleil. La délicate nutrition de l'âme dans les débuts de la contemplation infuse, si délicate qu'on ne peut presque s'en apercevoir et qu'il suffit d'y attacher l'attention pour qu'on n'en ait plus conscience, «elle est, dit-il, comme l'air qui s'échappe de la main quand on la ferme pour le retenir». Toutefois, comme je l'ai dit tout à l'heure, subissant l'ambiance littéraire du moment, saint Jean a sacrifié au *maniérisme*. Le cultisme, c'est-à-dire le gongorisme, n'était pas né mais il était dans l'air. Il avait déjà gangrené la littérature spirituelle elle-même. Sainte Térèse, grâce à son extrême bon sens, à son goût instinctivement raffiné et aussi peut-être à un degré de culture moindre y échappa plus que saint Jean de la Croix. Elle eut cependant des maîtres qui en étaient très atteints tels Bernardin de Laredo...

Celui-ci, par exemple, compare la chair à mortifier à une mule. La mortification constitue le harnachement qu'on lui met. L'oraison, qui est destinée à donner à l'âme son assiette, c'est le bât, la selle qu'on lui impose (en espagnol *gineta*). L'âme est donc le cavalier (*ginete*). Et savez-vous pourquoi ce nom? Parce que, dit Laredo grâce à cette *gineta*, le *ginete* arrive à l'*unigenito*!!!!... Voilà de quels déplorable jeux de mots s'alourdissait la littérature spiritualiste de l'époque.

L'œuvre de saint Jean de la Croix, est hélas! imprégnée de ce maniérisme. Ce sont des subtilités de pensées obtenues par des raffinements de mots ou des tournures énigmatiques qui ont force de symbole.

Ainsi, parfois, il regarde comme une trouvaille une évocation obtenue par une simple consonnance. Par exemple, le mot: *crystalina (fuente)*, la source cristalline. Il a comparé la foi à une source pure, à un miroir d'eau transparente. Or, pourquoi cette source est-elle cristalline sinon parce qu'elle vient du Christ!...

Ce dont la littérature de l'époque avait une horreur toute particulière était la banalité. Aussi la grande devise des poètes du temps était: *Nada vulgar!* rien de vulgaire. Il s'agissait de rechercher «le fin du fin».

On raffina donc. Un de ces raffinements verbaux consistait à rapprocher un substantif et un verbe de même radical pour mieux darder l'idée. A la IX<sup>e</sup> strophe du Cantique, l'âme se plaint de ce que le Bien Aimé, après lui avoir ravi le cœur par son amour ne l'ait pas emporté avec Lui dans la Béatitude. Pourquoi, lui dit-il, n'emportes-tu pas le vol que tu as volé? «*Y no tomas el robo, que robaste?*» Ces choses-là étaient fort goûtées. C'était le fin du fin.

Il y en avait ainsi de plusieurs espèces. Je vous les épargne. Laissez-moi vous souligner encore pour finir dans cet ordre d'idées le goût pour les allusions énigmatiques. Tout le monde sait que les *Soledades* de Gongora ne sont qu'un tissu d'énigmes devant lesquels les rébus de Stéphane Mallarmé paraissent clairs. Cette littérature close, ce *trobar clos*, comme disaient les troubadours de Provence, n'en était pas encore là au moment où saint Jean écrit le *Cantique*, mais elle n'en était pas loin: Ecoutez plutôt la dernière strophe du *Cantique*:

*Personne ne regardait,  
Aminadab ne paraissait pas non plus,  
Et le siège avait cessé,  
Et la cavalerie  
Descendait à la vue des eaux.*

Cela est abrupt à souhait et délicieusement énigmatique :  
Or, ces figures se relient très bien, et agissent sur l'esprit au moyen de l'imagination. Le long et dur travail de l'âme est terminé et elle peut attendre avec confiance l'heure de la Béatitude.

Personne maintenant ne regarde, parce que libre enfin de toutes les créatures, elle se trouve élevée au-dessus des contingences humaines. Il n'en était pas ainsi autrefois. Semblable à une ville assiégée, elle avait à se défendre contre les attaques du mal, représenté par l'Aminadab du Cantique des Cantiques. Maintenant, le démon a disparu, et le siège a cessé. Pourtant, l'exil de l'âme sur la terre n'a pas pris fin. C'est pourquoi l'allégorie guerrière se poursuit et spécifie la nature de cette nouvelle vie. Ce qui est assimilé à une cavalerie, ce sont les sens externes et internes que l'âme garde par son union au corps. Ces sens ressemblent à des courtiers toujours en mouvement, qui portent pour ainsi dire en croupe les images et les impressions qui leur sont propres. L'âme n'a plus à les craindre, mais dans sa vie transformée en Dieu, eux seuls restent capables d'une jouissance surnaturelle complète; ils ne peuvent, comme les puissances supérieures, s'abreuver aux eaux spirituelles, mais calmés et soumis, ils jouissent de leur *vue*, ou de leur impression bienfaisante (1).

L'œuvre de saint Jean est bien charpentée. Elle est soutenue par une pensée solide, bien équilibrée, logique.

Toutefois, l'imagination n'en est point absente et je viens de vous le faire voir.

La *sensibilité* ne l'est point non plus; et c'est ce qu'il nous reste à examiner.

La sensibilité de saint Jean était grande. Je vous ai dit son âme enthousiaste. L'expression de cette sensibilité touche au lyrisme. Ce lyrisme a pour objet l'immense champ des réalités essentielles où la pensée humaine atteint sa pleine expansion, selon les beaux vers d'A. de Vigny :

*Les âmes ont leur monde  
Où sont accumulés d'impalpables trésors.  
Le Seigneur contient tout dans ses deux bras immenses.  
Son Verbe est le séjour de nos intelligences,  
Comme ici-bas l'espace est celui de nos corps.*

Qu'on ne s'y trompe pas. Ce qui fait le lyrisme et surtout le lyrisme mystique ce n'est point, comme l'a pensé le romantisme, l'abondance des mots émouvants, élégiaques ou étranges; ce n'est point le mouvement d'une sensibilité inférieure divorcée d'avec la raison, c'est le mouvement même de la pensée, dont la profondeur croît ou diminue, s'enfle ou se creuse, s'abaisse ou s'élève comme une vague énorme qui finit par emporter notre enthousiasme.

Ce qui nous exalte devant les grandes œuvres lyriques du mysticisme vrai, c'est moins si je puis ainsi m'exprimer la musicalité de la parole que la musicalité ou l'harmonie de la pensée mystique. De même que les tempêtes sonores de Beethoven ou de Wagner saisissent d'abord par l'impression soudaine d'une puissance de création musicale gigantesque, de même les grands souffles lyriques qui traversent les écrits mystiques de Ruysbroeck, de sainte Térèse ou de saint Jean de la Croix, donnent l'impression d'âmes extraordinairement douées, d'une incroyable force émotionnelle, d'une lucidité inouïe, d'une robustesse qui fait trembler devant cette lutte gigantesque de l'âme aux prises avec l'Ineffable.

On a pu dire à bon droit que Jean de la Croix était le plus beau poète de la langue castillane.

Menendez y Pelayo, dans son discours à l'Académie royale de Madrid (6 mai 1881), a prononcé ce jugement.

« Sa poésie est si angélique, céleste et divine qu'elle ne paraît pas être de ce monde, et qu'il est impossible d'y appliquer nos méthodes de critique littéraire. Son lyrisme ardent efface toute poésie profane et en même temps elle a une élégance de forme si exquise, si plastique et image qu'elle défie les productions les plus parfaites de la Renaissance. J'avoue qu'en lisant ces vers, ils m'inspirent une sorte de terreur religieuse; l'esprit de Dieu a passé par là et leur a donné à la fois la beauté et la sainteté. »

Qu'à ajouter encore à ces éloges :

Ses vers sont le reflet de son âme. Son âme est fine et délicate,

(1) Cfr. H. Hoornaert. *Le Cantique Spirituel*, p. XXXI. Voir toute cette étude sur le Maniérisme du Cantique.

haïssant le vulgaire d'instinct; elle a de la race : sa poésie est sobre; lourde de sens, souple et simple d'expression.

Il passe quelquefois par ces vers des échos de joie d'âme, l'écho de ces ouragans intérieurs de joie qui passent sur l'âme en trombe et secouent le cœur à la déraciner et à le lancer dans les étoiles.

Lisez le poème de la *Montée* ou celui du *Cantique* : malheureusement la traduction les tue :

*O vous, oiseaux légers,  
Lions, cerfs, daims bondissants,  
Monts, vallées, rivages,  
Eaux, vents, ardeurs  
Et craintes qui troublent les nuits sans sommeil,*

*Je vous conjure par les lyres qui charment,  
Et par le chant des sirènes,  
Que vos colères s'évanouissent,  
Et ne touchez pas le mur  
Afin que l'Épouse dorme avec plus de sécurité.*

— Et plus loin, parlant de la colombe — l'âme contemplative

*Elle vivait dans la solitude  
Et dans la solitude elle a placé son nid,  
Et dans la solitude il la conduit  
Lui seul, son Bien Aimé,  
Blessé lui-même d'amour dans la solitude.*

Et sa prose n'est pas moins lyrique. Écoutez ces passages où il parle de la touche de Dieu à l'âme en commentant la strophe de la *Vieille flamme* : « O brûlure suave... ô touche délicate ».

Écoutez cette prose délicate avec sublimité, et infiniment respectueuse :

« O touche délicate, ô Verbe éternel de Dieu, ô Fils unique du Père, avec quelle délicatesse exquise votre Être pénètre subitement la substance de mon âme, et la plonge ainsi tout entière dans un océan de douceurs, qu'on ne trouve ni dans la terre de Chanaan, ni dans celle de Thémán! Oui, ô divin attouchement du Verbe, ce qui me fait sentir plus vivement encore votre incomparable délicatesse, c'est de songer qu'après avoir renversé les montagnes, brisé sur les rochers sur le mont Horeb par l'ombre seule de votre puissance et de votre force, qui marchait devant votre Face, vous vous êtes révéilé au Prophète par le murmure d'une brise douce et légère. Comment donc, ô souffle délicieux, pouvez-vous toucher avec tant de légèreté et de charme, alors que vous êtes si terrible et si puissant? Heureuse, mille fois heureuse, l'âme que vous touchez si doucement malgré votre puissance effrayante! O âme! dites-le au monde; ou plutôt, non, ne lui en parlez pas, car il ne connaît pas cette brise légère : il ne vous comprendrait pas... »

O mon Dieu et ma vie! ceux-là seuls vous sentiraient et vous reconnaîtraient à la délicatesse de votre touche, qui, en s'éloignant du monde, se seront entièrement spiritualisés. Alors cette ressemblance le rapprochera de vous; en vous cachant vous-mêmes dans leurs âmes, désormais séparées de toutes les créatures et de tout ce qui peut en rappeler le souvenir, vous les toucherez avec d'autant plus de délicatesse que vous les cacherez à votre tour dans le secret de votre Face, pour les mettre à couvert de tous les troubles que peuvent leur susciter les hommes. O touche délicate, répétons-le sans cesse, par la puissance de vos charmes, vous anéantissez l'âme, vous la séparez de tout le créé, sans vous la réservez exclusivement, et vous laissez en elle des traces et des impressions si délicates que les touches des choses basses ou élevées lui semblent dès lors grossières et repoussantes...

O touche délicate, qui pénétrez d'autant plus avant que votre délicatesse est plus subtile, en touchant mon âme, vous l'avez rendue simple, pure et capable de vous sentir. Oui, c'est avec une grande raison que l'on vous appelle touche délicate. Comme vous n'avez en vous rien de matériel, vous touchez l'âme d'une manière d'autant plus intime et profonde que votre Être divin qui cause cet admirable attouchement est plus éloigné, et plus affranchi de toute espèce de mode, de forme et de figure. Aussi la dégagez-vous par là de tout ce qui est humain, pour la diviniser en quelque sorte. Oh! oui, vous êtes une touche délicate, redisons-le encore, puisque vous touchez l'âme par votre Être très simple et très pur, qui, étant infini, possède une délicatesse infinie. Voilà pourquoi il touche avec tant de subtilité, d'amour et de sublimité... »

Cette sensibilité lyrique ne se caractérise pas seulement par la délicatesse, par la finesse tout aristocratique. Ajoutez-y l'ardeur, l'ardeur castillane si vous voulez, mais surtout l'ardeur d'une âme qui aime Dieu follement, jusqu'à mourir pour posséder.

Voici d'abord l'écho des tragiques solitudes où il a languï à Tolède :

*Où donc vous tenez-vous caché,  
O Aimé? Pourquoi me laissez-vous gémir?  
Après m'avoir blessé vous avez fui comme le cerf,  
Je suis sortie sur vos traces en criant...  
Mais vous étiez parti!  
Pasteurs, vous qui irez là-bas par la colline  
Si vous voyez mon Tout-Amour, répète-lui  
Que je languis, et que je souffre, ... et que je meurs!...*

Voici encore d'ardents sanglots :

*Eteignez mes chagrins, — Vous — car nul ne les peut apaiser  
Et que mes yeux Vous voient,  
Car Vous êtes leur lumière,  
Et je ne veux les garder que pour Vous contempler.*

Et enfin ce cri passionné qui jaillit comme un trait fulgurant de cette nuit :

*Découvre-toi! Parais!  
Et que ta vue et ta beauté me tuent!*

Partout la même ardeur lyrique dans une poésie lourde de sens et commentée en une prose d'une déconcertante sublimité : L'impression nocturne qui plane sur tous ces poèmes rend plus aiguë cette expression anxieuse d'une âme qui a soif de lumière totale et éblouissante et que son seul amour éclaire, trouvant toujours cet amour trop faible devant l'ardeur de ses désirs.

*En une nuit obscure, dans l'ardeur d'un amour plein  
[d'angoisse,  
O l'heureuse destinée! je me suis évadée sans être vue  
De mon réduit où tout était en paix.  
Je me suis évadée en cachette, déguisée, par l'escalier secret,  
Et moi-même je ne voyais rien,  
Et je n'avais d'autre lumière et guide  
Que la flamme qui brûlait dans mon cœur.*

Oh! cette flamme de son cœur! l'ouragan des persécutions, la dépression de la solitude, et l'épuisement de ses forces physiques pourront peut-être parfois la coucher, mais l'éteindre, ... jamais! et c'est de ce même cœur tant broyé, tant martyrisé qu'à la fin de sa vie, encore ballotté sur un océan d'amertumes sans nom, jaillit cette pensée, avec la même ardeur que s'il eut eu vingt ans : « Là où il n'y a pas d'amour, mettez de l'amour, et vous retirerez de l'amour! »

Voilà un bien faible aperçu, une bien faible lueur sur cet inflexible génie!

Devant la poésie de saint Jean, nous sommes comme au bord d'un gouffre : Nous en soupçonnons l'étendue de surface; l'ampleur autant que la profondeur nous en échappe. Et en ratifiant le jugement de Menendez y Pelayo que « saint Jean est le plus grand poète d'Espagne », nous aurons trop peu dit. C'est le plus grand poète du monde qu'il faudrait dire.

Abbé R. HOORNAERT.

## L'Etat d'esprit de la jeunesse

Il y a, dans la jeunesse intellectuelle de tous les pays, un sentiment d'incertitude et de malaise qu'il est très important de connaître et d'analyser.

La première cause en est dans la rupture qui s'est opérée, tout au commencement du siècle, entre les générations anciennes et les nouvelles. Ce n'est pas, certes, la première fois qu'on se trouve en présence d'un tel phénomène. Il est périodique. Dans l'histoire des idées, il se produit généralement durant les époques intermédiaires entre deux siècles, puisque le monde moderne emploie généralement un siècle pour user une forme de civilisation. On constate alors qu'un nouvel état d'esprit, une nouvelle conception de la vie, une autre sensibilité, un autre goût, s'opposent à ceux des générations antérieures. C'est la lutte, nécessairement violente, d'une minorité contre une majorité, lutte d'abord intellectuelle, mais qui finit par se répercuter dans les institutions et les mœurs. Tout cela n'est point aussi mécanique, si dans une étude sommaire, il est permis de simplifier. On sait que de telles coupures se manifestent par exemple, au début du XVI<sup>e</sup> siècle, puis durant le règne trop court de Henri IV, enfin à la mort de Louis XIV, — pour ne point parler de la Révolution française. Si nous faisons la preuve par les écrivains, les poètes, nous constatons un changement total d'atmosphère entre les grands rhétoriciens et la Pléiade, entre celle-ci et Malherbe, entre les grands classiques chrétiens et le jeune Voltaire, entre les voltairiens et les idéologues d'une part et, d'autre part, les romantiques. Feu Brunetière aurait affirmé qu'il y a dans ces faits une loi de l'évolution. Mais nous avons résolu de nous mettre à l'amende, toutes les fois que nous nous surprendrions à employer ce terme qui sent le mois, comme tout le vocabulaire du vieux déterminisme. Il est inévitable que les générations nouvelles s'inquiètent et cherchent autre chose, lorsque les formes artistiques et littéraires sont usées, lorsqu'un régime politique est en décadence, lorsqu'une société se décompose : il est inévitable qu'elles s'insurgent sous le poids d'idées et de systèmes à quoi elles ont cessé de croire, et qu'elles y mettent de la violence, de l'injustice, de l'absolu et des illusions.

Où le malentendu entre deux générations devient tragique, c'est lorsqu'elles parlent l'une et l'autre le même langage, mais en donnant aux mots des sens opposés. Impossible de se traduire, impossible de se comprendre. Ce n'est plus alors entre elles qu'une question de temps ou de force. Or, je crois bien qu'aujourd'hui, nous en sommes arrivés là. Encore s'il ne s'agissait que de discussions académiques, de conflits entre doctrines. Mais la fissure, l'abîme s'est creusé durant une guerre qui a provoqué de profonds bouleversements politiques et sociaux, une effroyable anarchie intellectuelle, qui a bouleversé toutes les valeurs et nous a donné à tous l'impression physique de la décadence de la régression. Comment sortir de là? Le sujet de la dispute n'est plus la théorie, mais la conduite même du navire en train de couler.

\* \* \*

Il y a donc de l'angoisse dans la jeunesse intellectuelle, et c'est la deuxième cause. Elle est pessimiste, tandis que les générations antérieures étaient ou sont encore optimistes. Le XIX<sup>e</sup> siècle avait vécu d'un mythe : le progrès. Ceux qui ont l'esprit du XIX<sup>e</sup> siècle croient encore au progrès. Mais les générations formées

\*\*\*

# Catholiques belges

Soutenez notre effort

d'Apostolat intellectuel

durant la guerre ont cessé d'y croire : au contraire, elles ont à un degré plus haut que leurs aînés le sentiment de la décadence. Ou du moins, elles ne pensent plus que le libéralisme, la démocratie, les idées et les institutions chères au XIX<sup>e</sup> siècle soient les conditions mêmes du progrès. Elles ont complètement perdu la foi sociale et politique de leurs pères. Elles contestent la valeur de tout ce que leurs pères ont mis tant de peine à conquérir, et la grande accusation qu'elles leur lancent à la face, c'est d'avoir conduit le monde à une catastrophe par leurs erreurs et leurs illusions.

Mais la jeunesse intellectuelle se sent isolée, troisième cause. Non seulement parce qu'elle a, plus que ses aînés, de la peine à vivre; non seulement parce qu'elle appartient à une époque où l'esprit étouffe sous le matérialisme d'une société préoccupée uniquement de ses intérêts économiques. Mais surtout parce que cette société offre à son action bien peu de prise. Ce que la jeunesse redoute, ce n'est pas l'hostilité, c'est l'inertie. Or quoi de plus inerte que nos démocraties matérialisées? Les idées n'arrivent plus à remuer les masses, les coalitions d'intérêts paralysent tout effort politique. Cet empirisme désorganisateur que nous appelons la politique, s'est totalement détaché de la pensée : est-il encore possible d'y réintégrer l'intelligence? et vaut-il même encore la peine de s'en occuper? Les jeunes gens qui se sont fait ou qui possèdent une doctrine politique, sentent avec amertume qu'ils n'arriveront guère à l'imposer; ceux qui n'en ont pas se réfugient dans le sport où ils trouvent à dépenser leurs énergies et leur besoin de combattre, ce qui est une manifestation, négative mais constante, de leur indifférence ou de leur hostilité à l'égard d'un monde « où l'action n'est plus la sœur du rêve ».

Dès lors, comment ne pas comprendre ce culte de la violence qui est un caractère des nouvelles générations? Elles se sentent prisonnières. Lasses de secouer les portes, elles sont résolues à les faire sauter. Elles ont éprouvé trop de désillusions pour n'avoir point de colère dans le cœur. Ces désillusions conduiraient au « mal du siècle » des générations débilitées. Mais il y a beaucoup de force dans la jeunesse d'après la guerre, et la crise de romantisme fut brève : elle n'a guère sévi que dans les pays vaincus ou neutres. C'est que précisément la guerre a éduqué cette jeunesse : elle lui a donné l'habitude de l'organisation, du rang, de l'offensive, — et l'habitude aussi de la violence. Les générations nouvelles sont encore guerrières : il ne faudrait pas l'oublier. Elles cherchent par des moyens militaires la réalisation de leurs doctrines politiques et sociales : l'*Action française*, les communistes et les fascistes le démontrent. Cela peut scandaliser les gens tranquilles et timorés, les politiciens, les parlementaires; mais c'est un fait psychologique : il faut commencer par le comprendre si l'on veut avoir sur la jeunesse une action.

\* \* \*

Je vois une jeunesse réactionnaire, je vois une jeunesse révolutionnaire, je vois aussi une jeunesse anarchique; où donc est la jeunesse libérale? Peut-il y avoir encore une jeunesse libérale? Curieuse contradiction : ceux mêmes qui combattent le libéralisme comme doctrine, le défendent et le recommandent dans la vie publique : « Surtout pas de tapage, du respect et ne cassez rien! » Mais ils n'ont qu'à se résigner. Eh! oui, la jeunesse réactionnaire et la jeunesse révolutionnaire se ressemblent : elles ont les idées les plus violemment opposées, certes, mais le tempérament reste commun, car elles ont toutes les deux dans le cœur le même sentiment de malaise, d'angoisse, de dégoût à l'égard de la politique, d'isolement dans un monde matérialisé; elles sont l'une et l'autre filles de la guerre. Combien de fois n'ai-je d'ailleurs pas vu s'opérer la conversion aux « idées de droite » de

jeunes gens qui étaient communistes en 1918! Mais si l'on peut faire d'un jeune communiste un réactionnaire, on n'en fera jamais un libéral, un démocrate.

Enfin, il y a dans l'esprit des générations nouvelles des incertitudes et des contradictions. Elles ne se révèlent pas seulement dans des groupes opposés : la jeunesse communiste ou la jeunesse fasciste, par exemple. Elles se manifestent très souvent dans les mêmes esprits. Car notre époque elle-même est antinomique. D'un côté, le sentiment de la nation s'est renforcé jusqu'au nationalisme. De l'autre, le sentiment de l'Europe, de la solidarité entre les peuples, s'est imposé jusqu'à l'internationalisme. Le premier est naturel et de tous les temps, le second est nécessaire à notre époque. Le premier correspond à un vertu, le second à un besoin. La jeunesse est parfois écartelée entre ces deux sentiments; elle en souffre. Elle cherche une synthèse : en Allemagne, pays où l'on systématise tout, on a même inventé un nom et une méthode pour résoudre ces contradictions et ces incertitudes, et c'est la « problématique ». Toute la jeunesse allemande fait aujourd'hui de la problématique. Il n'en faut pas rire, car c'est le symptôme d'un désarroi profond.

Comment conclure, sinon que la jeunesse n'est pas heureuse aujourd'hui? Elle paie les erreurs des générations anciennes, les erreurs de deux siècles au moins. Ce fait doit exciter chez nous de la sympathie pour elle, par conséquent de l'indulgence. Certes, il faut avoir le courage de rectifier, de dénoncer les erreurs qu'elle est en train de commettre, mais quelle charité à l'égard des âmes ne doit pas accompagner ces rigueurs! Jeunesse indocile, mais dont le cœur est demeuré ouvert si l'esprit s'est parfois fermé, dont les sentiments sont demeurés justes, si les idées parfois sont fausses. Veut-on la conquérir? il faut commencer par la comprendre. En définitive, son malheur et son excuse ne sont-ils point d'être jeune et vivante dans un monde qui est inerte et vieux?

COMTE GONZAGUE DE REYNOLD,  
Professeur à l'Université de Berne.  
membre suisse à la Commission de Coopération  
intellectuelle à la S. D. N.

## La guerre des Paysans

Tandis que M. Pirenne, dans le tome VI<sup>e</sup> de son *Histoire de Belgique*, présentait tout récemment une remarquable synthèse de la domination française en Belgique, le baron Paul Verhaegen, dans une œuvre de longue haleine, et qui en est à son troisième volume, s'est attaché à l'étude détaillée de cette période encore si mal connue et qui n'avait eu, jusqu'ici, d'autre historien qu'un Français, M. Lonzac de Laborie. Il importait que cette étude fût reprise par un Belge, qui, sans se départir de l'impartialité requise à une œuvre scientifique, jugeât les événements en patriote et apportât à leur exposé l'avantage d'une connaissance plus exacte du pays, du caractère et des mœurs des habitants en même temps qu'une documentation plus abondante, fruit d'une longue et consciencieuse préparation.

M. Verhaegen intitule son troisième tome : *La Guerre des Paysans*, et c'est, en effet, l'exposé de ce dramatique épisode, de ses causes, de ses péripéties et de son lamentable échec qui constitue la partie principale de ce gros volume de sept cents pages. (1)

Les causes de cette révolte populaire sont bien connues : elles ne sont autres que le despotisme arbitraire du gouvernement

(1) PAUL VERHAEGEN. — *La Belgique sous la domination française*, t. III, La guerre des Paysans : 1798-1799. Bruxelles, 1921.

français et les violences de sa politique antireligieuse. En 1798, la réunion de la Belgique à la France datait déjà de trois ans; elle avait été opérée par un décret porté par la Convention expirante, le 1<sup>er</sup> octobre 1795, mais ces trois années n'avaient procuré au pays ni l'apaisement ni même la résignation. Ce n'était cependant pas chose nouvelle pour les Belges que d'obéir à une domination étrangère; ils étaient depuis des siècles gouvernés par des souverains espagnols ou autrichiens. Mais, jusqu'à la réunion à la France, ces dominations étrangères n'avaient été en quelque sorte que nominales: Rois d'Espagne comme souverains autrichiens n'avaient jamais considéré nos provinces comme partie intégrante de l'Espagne ou de l'Autriche, et sous leur autorité, notre civilisation nationale: mœurs, coutumes, institutions, avait conservé son originalité propre et une réelle autonomie. Au contraire, la République, poussant jusqu'à ses plus extrêmes conséquences le droit de conquête, avait prétendu transformer les Belges en Français, et sous le prétexte de les faire jouir des bienfaits de la Révolution, elle avait tout bouleversé, faisant table rase du passé et détruisant les institutions les plus vénérables en même temps que celles qui exigeaient une réforme. Plus sacrifiés dans leur patriotisme que les Alsaciens-Lorrains en 1870, les malheureux habitants des Provinces belges n'avaient pas même eu l'amère ressource d'émigrer: leur patrie n'avait pas seulement été mutilée, elle avait disparu complètement. Si encore, l'assimilation complète avait procuré aux nouveaux citoyens de la République une protection efficace contre les exactions, il y eut eu pour eux une compensation à la perte de leur liberté, mais cette assimilation n'était, en réalité, qu'un leurre. La Convention avait beau proclamer que les Belges possédaient tous les droits politiques des Français, qu'ils étaient aptes à participer avec eux à la vie publique et au gouvernement de la République; elle pouvait organiser des simulacres de consultations populaires, ou choisir des magistrats dans le petit groupe des jacobins belges, il n'en restait pas moins certain que la Belgique était considérée comme un pays conquis et gouvernée comme tel.

\* \* \*

Cependant, au début du gouvernement du Directoire et, lorsque les élections de 1797 eurent donné la majorité aux modérés, la situation faite aux départements réunis, comme on appelait les anciens Pays-Bas, parut s'adoucir et les Belges, se résignant à l'inévitable, prirent une part plus active aux diverses élections prévues par la Constitution de l'an III. Mais l'espoir de jours meilleurs s'évanouit bientôt. Le coup d'Etat du 18 fructidor (4 septembre 1797) rendit le pouvoir aux jacobins et ceux-ci, par crainte de la « réaction » remirent en vigueur tous les procédés qui avaient rendu tristement célèbre le Comité du Salut Public. Ce fut la « petite Terreur ».

Des arrêtés viennent coup sur coup porter atteinte aux libertés les plus essentielles des citoyens, comme l'inviolabilité de la demeure et la garantie contre les arrestations arbitraires. Une loi du 5 septembre 1797 délègue au Directoire et à ses agents, le droit de faire des visites domiciliaires pour se saisir des émigrés et la même loi permet de déporter sans jugement les citoyens estimés dangereux pour la sécurité de l'Etat. Un peu plus tard, une loi nouvelle accorde au gouvernement le droit de faire des visites domiciliaires durant un mois sans énoncer les causes ou les prétextes de ces mesures. « Grâce à ces lois d'exception, pas une maison ne devait demeurer indemne des recherches de l'autorité, pas un citoyen ne pouvait espérer cacher à celle-ci ses papiers les plus secrets. Des procès-verbaux déposés dans nos archives conservent le récit de ces expéditions. »

D'innombrables poursuites criminelles sont intentées pour « propos liberticides », accusation aussi grave dans ses conséquences qu'elle est vague dans sa détermination. On arrête un déserteur autrichien « pour avoir exalté, dans un cabaret, la bonne vie qu'on mène à Vienne », et une vieille mendicante de Bruxelles, qui, s'étant rendue en pèlerinage à Hal et trouvant l'église fermée a arraché un avis officiel placardé sur la porte. Six cultivateurs de Grimberghen sont arrêtés « pour avoir prêché la désobéissance aux lois et avili le gouvernement ». De même, des habitants de Bruxelles, d'Anderlecht, de Crainhem sont mis en prévention « pour propos contre-révolutionnaires ». Ce sont là quelques exemples entre mille de l'arbitraire et de la rigueur avec lesquels on applique en Belgique les arrêts du Directoire. Quoi d'étonnant

d'ailleurs quand on sait par quelle triste catégorie de personnes la République se fait représenter en Belgique, « par ce qu'il y a de plus ignoble et de plus abject », selon l'expression d'un contemporain.

Aux rigueurs contre les personnes s'ajoutent les spoliations contre les biens. Le pays, déjà épuisé par des années d'exactions, de réquisitions, par le passage, le logement et l'entretien des armées, se voit frappé de nouveaux impôts qui dépassent la puissance économique du pays et qui, malgré le zèle intéressé des administrateurs, ne produisent que de faibles sommes. En même temps, le commerce se trouve paralysé par la prohibition de l'exportation.

Sans doute, certaines de ces mesures peuvent s'expliquer, si pas se légitimer, par le fait que la guerre allait recommencer entre la France et l'Europe et que le gouvernement cherchait, coûte que coûte, à se procurer les ressources qui lui faisaient défaut. Ce qui est inexcusable, ce qui reste la grande faute et la lourde erreur du gouvernement directorial, c'est d'avoir poursuivi de sa haine la religion du peuple belge. Jusqu'au 18 fructidor, l'Eglise de Belgique s'était vu priver de la plupart de ses biens et de toutes ses antiques prérogatives, mais l'exercice du culte, géré sans doute par le mauvais vouloir des fonctionnaires de la République, n'avait cependant pas été interdit. A partir du coup d'Etat jacobin, on vise à la destruction de la religion elle-même. La loi du 5 septembre 1797, en imposant à tout prêtre, pour remplir le ministère du culte, le serment préalable de haine à la royauté mettait le clergé belge en présence d'un redoutable problème de conscience. A l'exemple du vénérable cardinal de Franckenberg, qui déclara ne pouvoir vouer de haine ni à un homme, ni à une institution longtemps établie par Dieu, la plupart des membres du clergé refusèrent de prêter serment. Ce refus entraîna des conséquences terribles et pour les prêtres eux-mêmes, passibles par le fait même de déportation, et pour l'Eglise privée ainsi de ses ministres les plus fervents. Avant que les monstrueux arrêtés du mois de novembre 1798 ne condamnaient en une fois près de huit mille prêtres à la déportation, de nombreuses condamnations individuelles avaient déjà décimé le clergé belge. En même temps toute une série de mesures prises par le gouvernement aggravait la situation déjà si précaire de l'Eglise et visait à rendre pratiquement impossible l'exercice du culte. Le port du costume ecclésiastique était interdit, l'usage des cloches défendu; tout signe extérieur du culte, croix, statues, emblèmes religieux devait disparaître. Les derniers ordres religieux, qui se consacraient au soin des malades et qui avaient été tolérés jusqu'alors, étaient supprimés et, dans cette suppression était englobée l'Université de Louvain qui, après quatre siècles et demi d'existence, était fermée par ordre ministériel du 19 octobre 1797. Les églises et les cures non desservies ou dont les occupants n'avaient pas prêté serment étaient mis sous séquestre et pour tirer profit du triomphe que le gouvernement croyait ainsi remporter sur le fanatisme, on pressa la liquidation des biens du clergé mis à la disposition de la Nation. A la persécution religieuse, se joignirent alors des actes d'un vandalisme si brutal qu'on a peine aujourd'hui à les croire possibles. Deux cathédrales, Saint-Lambert à Liège, Saint-Donatien à Bruges sont démolies. A Liège, on renverse, outre la cathédrale, vingt-deux églises paroissiales, vingt-six collégiales ou églises conventuelles. A Bruxelles, Saint-Géry, berceau de la cité, est anéanti. Les admirables temples qui font de nos jours la gloire architecturale de nos contrées, comme les cathédrales d'Anvers, de Tournai, de Namur, Saint-Waudru à Mons, Sainte-Gudule à Bruxelles et combien d'autres sont toutes vouées à la démolition par les autorités françaises et ne sont sauvées que par l'initiative de paroissiens dévoués qui les rachètent ou les transfèrent momentanément en magasin de meubles ou de fourrages. En même temps qu'on détruit les édifices, on met en vente les ornements destinés au culte mais ces ventes, qui blessaient les convictions d'un peuple profondément religieux ne produisaient qu'un résultat dérisoire pour les finances républicaines. Ainsi, tout le mobilier de l'église paroissiale de Saint-Géry atteignit 740 livres, dont 34 livres pour la chaire de vérité; à Vilvorde, on vendit les stalles pour 15 francs. A Malines, à l'église Saint-Jean, deux reliquaires sont cédés pour 4 livres, 10 deniers, les stalles, le jubé et les orgues pour 131 livres. Le mobilier de Tongerloo vendu pendant six jours à Lierre rapporta 1,335 francs et, notamment, 67 tableaux furent vendus pour quelques sous par pièce.

\* \* \*

Privés de leurs temples et de leurs prêtres, les catholiques belges ne pouvaient plus pratiquer leur religion. Les Saints Mystères ne se célébraient que de façon clandestine, dans des lieux retirés où les fidèles, au péril de leur vie, venaient rejoindre leurs prêtres proscrits. C'est sans doute au cours de ces réunions qui rassemblaient les plus braves et les plus fervents, que naquit la première idée de la résistance, que se tramèrent les premiers plans de la révolte. Jusqu'alors, le peuple s'était résigné parce qu'il se rendait compte de son impuissance. La paix de Campo-Formio avait supprimé tout espoir d'un secours extérieur. Mais, dans le courant de l'année 1798, on apprit qu'une coalition nouvelle se préparait contre la France. Dès lors, des réfugiés belges réunis à Emmerich, dans la Gueldre prussienne, cherchèrent à obtenir, pour la libération de leur pays, les promesses et l'appui de l'étranger. A peine écoutés en Autriche, ils reçurent meilleur accueil en Angleterre. Des négociations, sur lesquelles la lumière n'est pas encore complètement faite, se nouèrent entre le cabinet de Londres et les émissaires des comités belges d'Emmerich et de Rosendael. On promit l'envoi d'armes et de munitions et quelques fusils anglais parvinrent aux insurgés de la Campine.

L'espoir d'un secours extérieur, d'un débarquement de troupes anglaises, suffit à décider les plus braves à tenter de libérer leur pays d'une domination insupportable. Les villes, dominées par un petit groupe de Jacobins belges et terrorisées par la présence des garnisons françaises restent étrangères au mouvement. C'est dans les campagnes, en Flandre, en Campine, dans le Luxembourg dans le Brabant et jusqu'aux portes de la capitale, que se prépare l'insurrection. Ce qui manque à ces braves gens, c'est une organisation d'ensemble, un esprit de discipline qui retiendra leur ardeur jusqu'au jour où un mot d'ordre fera éclater l'insurrection sur tous les points du pays à la fois. La nouvelle de la prochaine application en Belgique de la conscription votée par le corps législatif au mois de septembre 1798 porte jusqu'à l'exaspération l'impatience des paysans flamands. Comme en Vendée en 1793 — et ce ne sera pas la seule ressemblance entre l'insurrection vendéenne et la guerre des paysans — les premiers révoltés furent ceux que leur âge exposait à être enlevés à leur foyer. Ce furent les *jongens*, et les proclamations qu'ils distribuent dans les villages s'adressent à la *romsch katholyke jonkheid*. L'insurrection éclate spontanément le 12 octobre 1798 à Overmeire près de Termonde, et au pays de Waes, elle s'étend en quelques jours à toute la région flamande et gagne même les cantons wallons du Brabant et du Luxembourg. Mais le centre du mouvement se fixa rapidement en Campine. Le pays se prêtait mieux qu'ailleurs à une guerre de partisans et sous des chefs habiles comme Rollier, des groupes venus de différents cantons, constituèrent une petite armée qui put donner à quelques villages l'éphémère illusion de l'indépendance reconquise. Partout ailleurs, la révolte se réduisit à des mouvements sans cohésion, et, à vouloir en décrire les péripéties, comme l'a tenté M. Verhaegen, on évite difficilement les longueurs et les répétitions.

La guerre des Paysans n'en reste pas moins un fait capital de notre histoire nationale et plus encore de notre histoire religieuse; car, à vrai dire, les révoltés ne combattaient que pour leur Foi, et l'indépendance pour eux, c'était le droit de rouvrir leurs églises et de rappeler leurs prêtres. Un des motifs de l'insuccès de leur cause, et qui explique peut-être l'abstention des habitants des villes, c'est que, faute de traditions nationales, ils ne pouvaient combattre pour le retour à un état politique déterminé. Sans doute, ils prirent les couleurs autrichiennes et crièrent : « Vive l'Empereur », mais aucun loyalisme ne les rattachait à ces anciens maîtres qui les avaient si facilement sacrifiés.

Les troupes républicaines, peu nombreuses mais bien commandées et munies de canons, eurent bientôt raison de ces soldats improvisés, armés de fusils de chasse, de faux, de fourches et de bâtons. Après une résistance désespérée à Hasselt, l'armée patriote se dispersa et ses soldats débandés furent sabrés par les hussards acharnés à leur poursuite.

\* \* \*

A aucun moment, la sécurité des autorités républicaines n'avait été sérieusement compromise. Cependant, la répression fut impitoyable. S'il fallait juger de l'importance d'une Révolution au nombre des victimes qu'elle a causées, la guerre des Paysans mériterait certes d'être citée comme le plus tragique épisode de notre histoire nationale. « Si on cherche à calculer, écrit M. Ver-

haegen, ce que la répression de l'insurrection a coûté de vies humaines, on peut résumer les traits qui précèdent en quelques chiffres qui devraient être écrits en lettres de sang. Dix mille combattants, morts les armes à la main ou peu après le combat, cent nonante insurgés fusillés après des procédures régulières, environ trente citoyens massacrés par les colonnes mobiles ou par ordre des commissaires de la République, une centaine de détenus succombant dans les prisons aux mauvais traitements et aux maladies, tel est le funèbre bilan des efforts faits d'une part pour récupérer la liberté perdue et d'autre part pour restaurer un joug profondément ébranlé. »

A la liste des morts, il faut encore ajouter celle des citoyens qui payèrent de leur liberté la résistance à des lois iniques.

Le clergé fut le plus durement atteint. Le 4 novembre 1798, un mois avant la fin des troubles, des arrêtés collectifs, accusant « les prêtres et les moines d'avoir avili les institutions républicaines... » condamnaient à la déportation 7,478 d'entre eux. En outre, des otages, au nombre de deux par commune, devaient être pris « parmi les citoyens les plus riches ou parmi ceux dont les fils se sont soustraits à la conscription ». Le nombre des habitants paisibles qui furent ainsi arrêtés ne saurait être fixé. M. Verhaegen l'évalue à un millier et il déclare qu'il est impossible de fixer la règle qui a inspiré le choix des autorités. « La seule loi qui semble avoir été consultée, c'est le caprice des commissaires et des délateurs. » Certains otages furent gardés dans les prisons, de leur ville ou d'une ville voisine. Un assez grand nombre fut envoyé à Paris, au Temple, à Sainte-Pélagie, à la Force, et quelques-unes de ces malheureuses et innocentes victimes, malgré les démarches et les supplications de leurs proches ne furent rendues à la liberté que plusieurs mois après le 18 brumaire.

Enfin, pour indemniser les fonctionnaires et les partisans de la République qui avaient subi quelques dommages de la part des révoltés, on frappa les communes et les particuliers d'amendes énormes fixées arbitrairement ou à la suite d'enquêtes scandaleuses.

A constater la mauvaise foi qui a vicié la plupart des mesures de répression on peut affirmer que l'insurrection des paysans ne fut qu'un prétexte à rendre plus dur et plus odieux le joug que la République faisait peser sur nos malheureuses provinces. Et, malgré tant d'exemples d'arbitraire et de cruauté, il se trouve encore aujourd'hui des Belges pour saluer dans les vainqueurs de Jemappes, des libérateurs!

\* \* \*

Quand la Belgique fut devenue indépendante, elle manifesta longtemps une indifférence « officielle » à l'égard des victimes du mouvement national de 1798. Il fallut attendre la célébration du centenaire de cet événement, pour qu'on leur apportât une modeste réparation : Un monument à Hasselt, une croix au chevet d'une église de Malines rappellent désormais le sacrifice des paysans flamands. C'est peu pour tant de morts et l'on est devenu aujourd'hui plus prodigue de mémoriaux en souvenir des héros. D'ailleurs, s'il est salutaire de rappeler ces événements tragiques, ce n'est certes pas dans le but de réveiller d'anciennes rancunes. Si l'histoire n'avait d'autre résultat que d'entretenir la haine entre les peuples, mieux vaudrait ne pas lui confier la mission d'instruire les générations des événements du passé. Il n'en est heureusement pas ainsi, et la Belgique, qui a tant souffert du fait des Espagnols et des Français n'éprouve pour ces grandes nations que des sentiments d'estime et d'amitié. Mais le rappel de la Terreur française comme de la Furie espagnole doivent apprendre à nos enfants que toute domination étrangère, quelle qu'elle soit et d'où qu'elle vienne, entraîne avec elle, des violences, des atrocités et des catastrophes — l'expérience d'hier est là pour le prouver à nouveau, — et, pour y échapper, pour maintenir l'indépendance nationale, il n'est pas d'efforts et de sacrifices qu'un peuple ne doit être prêt à supporter.

FL. DE LANNON.

Professeur d'histoire  
à la Faculté de philosophie et lettres  
de l'Institut Saint-Louis à Bruxelles.

## La crise du sionisme

Le XV<sup>e</sup> Congrès sioniste a tenu ses assises du 30 août au 9 septembre, à Bâle, la ville où l'Organisation sioniste a été créée il y a trente ans.

Que de chemin parcouru depuis les temps héroïques où Herzl élaborait son fameux programme de colonisation de la Palestine. « Ce qui semblait un rêve fantastique, dit le président Weizmann, dans son discours d'ouverture, se concrétise de nos jours en une réalité historique », réalité faite pour une bonne partie de déceptions, de désillusions, d'angoissants problèmes à résoudre, de menaçantes difficultés à vaincre.

\* \* \*

Les Juifs doivent à la guerre d'avoir pu fonder leur Foyer national sur le sol de leurs ancêtres. Sans l'écroulement de l'empire ottoman, sans l'attribution du mandat palestinien à l'Angleterre, ils n'eussent jamais pu prétendre à une situation privilégiée dans leur ancienne patrie. Mais la restauration juive, telle qu'elle fut conçue par le Sionisme et interprétée par la Déclaration Balfour, se présentait dans des conditions spéciales et particulièrement difficiles.

Ce serait une erreur que de se l'imaginer semblable à la résurrection de la Pologne ou de l'Irlande. Dans ces deux pays vivait une population compacte, homogène, autochtone, professant la même religion, gardant les mêmes traditions et le culte d'un passé plusieurs fois séculaire incarné dans les monuments des villes, identifié avec le sol natal foulé par les générations des aïeux.

Et encore, pour ne pas parler de l'Irlande plusieurs fois ensanglantée par les luttes civiles, quel long et pénible effort d'ajustement ne faut-il pas aux trois tronçons de la Pologne pour retrouver par-delà cent cinquante ans à peine de séparation, l'unité nationale, condition essentielle de la stabilité politique et de l'équilibre économique?

Mais combien plus complexe est le problème de l'établissement juif en Palestine! Il s'agit d'y établir, sous la souveraineté et le contrôle d'une Puissance étrangère, en marge d'une population indigène nombreuse, organisée et méfiante, une race qui a cessé, depuis dix-huit siècles, d'exister comme nation, et dont les éléments, épars aux quatre coins du globe, n'ont plus entre eux d'autre lien que celui du sang et d'aspirations fondées sur une tradition commune.

Plus d'unité linguistique : l'hébreu, langue morte dès avant l'ère chrétienne, n'est rappelé que depuis peu d'années à une vitalité factice. Plus même d'unité religieuse : les classes dites dirigeantes et l'*intelligentsia* d'Israël font généralement bon marché de la religion de Moïse et du Dieu du Sinaï, et leurs espérances messianiques n'ont plus d'autre objet que la restauration politique, culturelle et économique de Juda. Plus d'indépendance territoriale : le sol lui-même de l'ancienne patrie devra être reconquis à coup de Livres et de dollars sur l'occupant arabe. Et une fois racheté, qui donc l'exploiterait? Où trouver parmi les habitants du ghetto, éloignés depuis le Moyen Age de tout contact avec la terre, confinés dans les petits négoce et la petite industrie, cette classe paysanne et ouvrière qui forme l'armature d'une nation? Où trouver les ressources pour exécuter les travaux indispensables à la mise en valeur du pays, pour créer des écoles et l'université, pour intensifier la culture hébraïque de façon à reconstituer une nationalité établie sur de solides fondements spirituels, moraux et économiques?

Dans l'ardeur du premier enthousiasme, les dirigeants du Sionisme paraissent avoir sous-évalué les obstacles qu'ils allaient fatalement rencontrer sur leur route.

Ils ont profité des premières ressources fournies par le *Keren-Hayesod* (Fonds pour la création de la Palestine), pour amener des milliers d'immigrants, afin d'impressionner le gouvernement britannique en le plaçant en face des réalisations immédiates, et de créer dans l'opinion juive un grand élan de solidarité qui se traduirait par un efficace concours financier.

D'après les déclarations faites, en 1921, à la Conférence extraordinaire de la Fédération sioniste anglaise par le Dr Weizmann, les Juifs possédaient, à cette époque, environ 370 kilomètres carrés de sol de la Palestine sur une superficie totale de 27,000 kilomètres carrés, et ils y étaient fixés au nombre d'environ 70,000. Pour que leur établissement fût assuré, il eût fallu introduire dans le plus bref délai, 300,000 hommes, acquérir 2,000 kilomètres carrés de terres et y établir 10,000 fermiers. Les frais de cette première étape de colonisation étaient évalués à 25,000,000 de Livres, et la *Keren Hayesod* lança un premier appel au peuple juif, en l'invitant à souscrire cette somme au plus tôt.

Ce n'était là, de l'avis du Dr Weizmann qu'un début; dans un discours prononcé à Anvers, le 29 décembre 1920, le président de l'Organisation sioniste déclarait que la Palestine est loin d'être un pays aussi dénué de ressources qu'on se plaît à l'imaginer. Elle peut facilement — à l'en croire — nourrir des millions d'habitants.

Il fallait donc prévoir cette invasion pacifique, outiller le pays en exécutant les travaux publics indispensables : irrigation, voies de communication, ports, etc., et mettre la population juive à même d'exploiter les richesses naturelles du sol et du sous-sol.

Bref, on croyait pouvoir entrevoir dans un délai très rapproché, le retour en Palestine d'une fraction notable de peuple juif, et sa réadaptation, sous la bienveillante égide britannique, à une existence autonome, premier pas vers l'indépendance et la restauration intégrale de l'ancienne nation d'Israël.

\* \* \*

Les années d'après-guerre, si dures pour la plupart des peuples européens, ont été funestes au développement du Foyer national juif.

Il résulte nettement des débats du Congrès de Bâle que le Sionisme, s'il n'est pas acculé à la faillite, traverse du moins une crise très grave due surtout à l'échec du mouvement de colonisation, à l'insuffisance des ressources, et aux graves dissensions qui déchirent l'Organisation.

Le Dr Weizmann réclamait, nous l'avons dit, un premier contingent d'occupation de 300,000 hommes, dont 10,000 fermiers.

Or, le total de l'immigration en sept années s'élève à 72,000 Juifs, soit 10,000 par an. Ils débarquèrent au nombre de 30,000 environ avant 1921; après les troubles de Tell-Aviv, en 1921, le gouvernement palestinien suspendit l'immigration. La quatrième et dernière *aliah* ou « expédition » amena environ 30,000 Israélites en Palestine; cette entreprise fut désastreuse et provoqua en grande partie la crise actuelle.

Les immigrants étaient soit des intellectuels — beaucoup d'étudiants et d'étudiantes, — soit des indigents appartenant aux misérables communautés de l'Europe centrale. On essaya de les répartir dans les colonies agricoles; mais celles-ci étaient insuffisamment aménagées : mal irriguées, dépourvues d'outillage et de moyens de communication, n'offrant aux occupants que des abris de fortune, confiées aux mains inexpérimentées de colons improvisés, la plupart de ces colonies végétèrent misérablement, et plusieurs durent être abandonnées.

Leurs habitants refluent vers les villes, où ils grossissent le nombre des prolétaires, et l'agglomération de Tell-Aviv, dans le voisinage de Jaffa, devient rapidement un centre surpeuplé dont la population dépasse actuellement celle de cette dernière ville.

On essaya d'occuper les pauvres colons à des travaux publics pour leur permettre de vivre; ces intellectuels qui avaient rêvé d'une existence idyllique et confortable entre la vigne et le figuier, échouèrent le long des routes, où ils s'abrutissaient à casser des pierres sous un soleil implacable.

La crise économique qui n'épargna pas la Palestine, atteignit rudement la population urbaine, et le fonds de chômage absorbe annuellement 70,000 Livres, dont bénéficient, pour la seule ville de Tell-Aviv, 3,000 chômeurs.

Loin de décroître, le chômage menace de s'étendre du fait de la politique protectionniste du gouvernement qui frappe de droits prohibitifs l'entrée de certaines matières premières importées de Syrie, et met en péril les industries des textiles, des huiles et du ciment, les plus prospères du pays.

Aussi les problèmes les plus urgents soulevés par la colonisation consistent non plus à amener de nouveaux contingents en Palestine, mais à prévenir le mouvement d'émigration qui se dessine déjà, à dégorger les villes en renflouant les entreprises agricoles, à développer l'outillage économique pour occuper les sans-travail dans l'industrie, et à endiguer ainsi la marée montante du bolchevisme parmi les masses prolétariennes.

Certes les vastes perspectives d'immigration ne sont pas abandonnées; elles sont toutefois reléguées à l'arrière-plan du programme, d'autant plus que l'accord de Beisan, conclu avec les clans arabes, qui émettent des prétentions sur les fertiles terres domaniales de la plaine de Jezreël et du bassin septentrional du Jourdain, laisse peu d'espoir à la colonisation juive dans cette région.

Voici quelles sont à ce sujet les résolutions de la Commission d'immigration: « Vu la crise actuelle qui a arrêté l'immigration en Palestine, le XV<sup>e</sup> Congrès déclare à nouveau solennellement qu'une *aliyah* populaire, une immigration de grande envergure, qui amènerait dans le pays et des travailleurs et du capital, est la condition primordiale du *Yischub* (Etablissement en Palestine) et de la reconstruction du pays. » C'est là une vague affirmation de principe qui ne dépasse pas la valeur des accessoires phraséologiques de tout congrès. Il est insisté également sur les qualités morales, intellectuelles et physiques que devront présenter les travailleurs immigrants dans l'avenir, et ce voeu équivaut à un reproche non déguisé concernant le passé.

\* \* \*

La situation financière, elle aussi, a vivement préoccupé le Congrès. Le premier appel du *Keren Hayesod* devait fournir 25,000,000 de Livres sterling. Le budget annuel était évalué à 5,000,000, alors qu'en sept ans le *Keren* n'a fourni que 3 millions sur les 10 millions investis en Palestine depuis les débuts du mouvement.

Plusieurs orateurs, tout en manifestant leur déception au sujet de ce résultat, se sont étonnés davantage de la disproportion entre les sommes relativement énormes englouties et le chiffre manifestement insuffisant des immigrants qui ne sont que 72,000. M. Jabotinsky a établi avec amertume un parallèle entre la colonisation palestinienne et la colonisation grecque, qui a assuré, avec 15,000,000 de Livres, le rapatriement de quinze cent mille nationaux évacués d'Anatolie (1).

(1) Il est juste de remarquer, comme l'a fait le Dr Weizmann, que les conditions dans lesquelles s'est effectuée la colonisation grecque se présentent sous un aspect tout particulier: le gouvernement grec a mis notamment 750,000 hectares de bonnes terres et 70,000 habitations à la disposition des émigrants.

Aussi a-t-on reproché à l'Exécutif de faire la part trop large à l'administration centrale dont les frais absorberaient une partie trop considérable des ressources.

Les prévisions pour les exercices financiers à venir sont plus sombres encore. Alors que le budget minimum présenté, en 1920, par M. Ussischkin, était de 4,000,000 de Livres, le budget voté en 1922 était de 656,000 Livres. Le budget pour 1927 était de 500,000 Livres avec un déficit de 151,000 Livres; quant au budget pour l'année juive 5688 (1927-1928), il a été établi comme suit:

Colonisation agricole : 106,000 Livres;  
Département du travail : 65,000 Livres;  
Immigration : 10,000 Livres;  
Enseignement : 53,000 Livres;  
Service sanitaire : 118,000 Livres;  
Service des dettes : 54,500 Livres;  
Amortissement des déficits antérieurs : 70,000 Livres.

Défalcation faite des crédits affectés au département du travail, au service des dettes et à l'amortissement, il reste un total de 287,000 Livres de dépenses utiles, dont 10,000 à peine pour l'immigration.

On comprend que pareille situation provoque le mécontentement dans les rangs du Sionisme et accentue les divisions dont souffre l'Organisation.

\* \* \*

Les Juifs ont une tendance héréditaire à former des partis et coteries qui s'épuisent en discussions et en palabres, comme le faisaient déjà les grands ancêtres des écoles rabbiniques. Les Congrèsionistes n'ont rien à envier aux assemblées parlementaires, et la session qui vient de se clore a vu la droite conservatrice et les gauches radicales multiplier les assauts contre l'Exécutif et surtout contre le président de l'Organisation.

Les rabbins Meier et Amiel, appartenant au *Misrachi* ont déploré la désaffection grandissante du Sionisme à l'égard de la religion de Moïse: le respect de la Loi, l'attachement à la grande espérance messianique constituent les bases de la tradition d'Israël, le lien qui unit entre eux les éléments épars de la nation, le cadre dans lequel se réalisera la restauration sur le sol natal.

M. Wise, un des principaux délégués américains, a insisté, au contraire, sur la nécessité de faire place en Palestine à ceux qui n'admettent pas les traditions du judaïsme; il a revendiqué pour chacun le droit de conformer sa vie à ses convictions.

Les tendances libérales des Juifs américains dont l'appui financier est indispensable, paraissent prévaloir parmi les dirigeants. La constitution de la *Jewish Agency*, fédération juive mondiale groupant tous les Israélites sionistes et non-sionistes est significative, et a été l'occasion de violentes attaques contre le président Weizmann.

Celui-ci n'a pas été mieux traité par les radicaux et les socialistes, qui lui reprochent son manque d'énergie dans ses rapports avec le *Colonial Office* et le gouvernement palestinien, dont les tendances antisionistes s'accroissent depuis la retraite de sir Herbert Samuel et la nomination du général Plumer. Nombreuses sont les occasions où le gouvernement a manifesté son antipathie pour le judaïsme: les Juifs ne sont qu'une infime minorité dans le corps de police indigène; l'accord de Beisan leur a fermé une bonne partie de la Galilée; les manifestations hostiles se répètent presque chaque vendredi au Mur des Pleurs à Jérusalem; aucune mesure n'est prise pour remédier à la crise économique. « Pourquoi, s'est écrié M. Grünbaum, nos présidents courent-ils cette politique? S'identifient-ils avec elle? Nos leaders risquent d'être confondus avec la Puissance mandataire et de n'inspirer au

Salle PATRIA, rue du Marais, BRUXELLES

# CONFÉRENCES CARDINAL MERCIER

NEUVIÈME ANNÉE

*Prendront la parole cet hiver :*

- 15 novembre, **Le Capitaine de vaisseau PAUL CHACK**, ancien commandant de sous-marin : *Sur les bancs de Flandre.*
- 22 novembre, **M. XAVIER DE MAGALLON**, député de Marseille : *Le Génie de Mistral.*
- 29 novembre, **Le Comte de SAINTE-AULAIRE**, ambassadeur de France : *Mes souvenirs sur François-Joseph et la Cour de Vienne.*
- 6 décembre, **Le R. Père LHANDÉ, S. J.**, l'orateur de la T. S. F. : *Le Christ dans la banlieue.*
- 13 décembre, **M. RENÉ BENJAMIN** : *Les personnages de Molière* (1<sup>re</sup> conférence).
- 20 décembre, **M. RENÉ BENJAMIN** : *Les personnages de Molière* (2<sup>e</sup> conférence).
- 27 décembre, **M. RENÉ BENJAMIN** : *Les personnages de Molière* (3<sup>e</sup> conférence).
- 3 janvier, **M. HENRY BORDEAUX**, de l'Académie Française : *Ma mission en Suède.*
- 10 janvier, **M. FRANÇOIS MAURIAC**, grand prix du roman : *Les difficultés du roman.*
- 17 janvier, **M. PAUL HAZARD**, professeur au Collège de France : *Le centenaire des romantiques.*
- 24 janvier, **M. FRANC-NOHAIN** : *Le goût et la mode.*
- 31 janvier, **M. L'Abbé BERGEY**, curé de St-Émillion, député de la Gironde : *Où allons-nous ?*
- 14 février, **M. JACQUES COPEAU**, fondateur du théâtre du Vieux-Colombier, à Paris; lecture *Les jeunes filles de Shakespeare.*
- 21 février, **M. JACQUES COPEAU**, lecture : *Bossuet.*
- 28 février, **Le Capitaine CARLO DELCROIX**, grand mutilé de guerre, député au parlement italien.

*Les conférences ont lieu tous les mardis à 5 heures précises.*

Prix de l'abonnement à la série des quinze conférences :

Fauteuils et baignoires : 150 francs ; parquets, balcons de face et 1<sup>er</sup> rang de côté : 100 francs ;  
balcons 2<sup>e</sup> série : 75 francs

La location des places se fera, comme l'année dernière, par les soins de la Maison F. LAUWERYS, 36, TREURENBERG, tous les jours (dimanches et fêtes exceptés), de 9 1/2 à 12 heures et de 2 1/2 à 5 heures, à partir du lundi 17 octobre. Par préférence, les abonnés de l'hiver dernier pourront retenir leurs places jusqu'au mercredi 26 octobre.

Les conférences paraîtront dans LA REVUE CATHOLIQUE DES IDÉES ET DES FAITS

Secrétariat des conférences : à LA REVUE CATHOLIQUE DES IDÉES ET DES FAITS  
11, BOULEVARD BISCHOFFSHEIM. TÉL. : 220.50

peuple que la même confiance que celle qu'il commence à témoigner à cette Puissance. »

La défense du Dr Weizmann fut habile, et assura la réélection du président et de l'Exécutif, ainsi que le vote du budget. Il est intéressant de constater cependant combien le discours de M. Weizmann diffère de ton avec les harangues dithyrambiques qu'il prononça naguère au sujet des possibilités soi-disant illimitées de la Palestine.

« Nous ne sommes pas responsables, a-t-il déclaré à Bâle, du fait qu'il y a tant d'Arabes en Palestine, ni de ce que la Palestine est petite, que le Jourdain y coule au lieu du Rhin, et qu'il y a des montagnes et non des plaines... C'est dur, mais j'ai toujours déclaré qu'il n'y a pas de *derech hamelech* (voie royale) vers la Palestine. »

Le Congrès s'est, malgré tout, rendu compte de l'impossibilité de brusquer l'opinion publique anglaise, indifférente ou hostile au Sionisme. Dans les sphères gouvernementales elles-mêmes, les idées ont changé depuis la guerre; l'Angleterre n'a plus ce besoin pressant de crédits qui l'obligeait à flatter la haute finance juive; elle doit, au contraire, ménager ses sujets musulmans qui lui causent de gros soucis, et elle n'ignore pas combien profonde est l'amertume causée chez les Arabes par l'emprise grandissante du judaïsme; la crise économique, le chômage, l'agitation communiste, qui a gagné certains milieux juifs de Palestine, ont poussé à la restriction de l'immigration. Bref, la situation est très délicate, et exige de la part des chefs sionistes du tact, de la souplesse et un prestige personnel que possède seul le Dr Weizmann.

Le Congrès lui a donc renouvelé sa confiance; mais les débats passionnés qui ont précédé l'élection et se sont poursuivis au sein des commissions témoignent de la tension des esprits. Le Sionisme, après un essor factice et éphémère, traverse une crise redoutable qui pourrait lui être fatale si les conditions économiques ne venaient à se modifier à bref délai. Et même dans cette hypothèse, il faudra toute l'habileté des chefs, tout l'appoint d'une générosité qui ne fut pas, jusqu'ici, à la mesure des sacrifices demandés, toute l'ardente ténacité avec laquelle Israël s'accroche au rêve plusieurs fois séculaire dont se sont bercés les exilés de la Dispersion, pour consommer la conquête pacifique de la Terre-Promise. Si cette heure est marquée dans les desseins de la Providence, il semble permis de conclure, d'après les prévisions humaines, qu'elle ne sonnera pas de si tôt.

GONZAGUE RYCKMANS,  
Professeur au grand séminaire de Malines.

## Le Concile de Lausanne

Les aspirations à l'Union de la part des Eglises non-catholiques sont indubitablement un des phénomènes spirituels contemporains les plus dignes d'attention. Comme catholique, il convient de se réjouir de ces aspirations, lors même que l'Eglise catholique ne saurait pratiquement participer à ces tentatives. Il se peut, du reste, qu'elles n'aboutissent qu'à faire entrevoir l'impossibilité d'une véritable Union sur une base qui ne soit pas catholique. Comme manifestant à quel point l'unité spirituelle nous fait défaut, à nous autres Européens, ces tentatives méritent de retenir toute notre attention. La perte de l'Unité européenne date de la Réforme, cette protestation contre l'idée romaine.

Il fut un temps où la vieille idée romaine d'une réunion universelle de l'humanité était une idée strictement européenne, qui prit

corps ensuite dans l'Eglise romaine. C'est contre ces idées romaines que les Allemands protestèrent par la voix de Luther. Protestation parfaitement stérile et qui a empêché l'Allemagne de formuler son idéal en termes positifs. Elle demeura, comme Dostoyevsky l'a dit avec raison dans ses écrits politiques, « l'Empire qui protestait ». Même la Prusse-Allemagne de Bismarck ne fut qu'une protestation contre l'idée romaine. Et 1866, fut, peut-être, plus important à cet égard que 1918.

Les efforts vers l'Unité faits par les Eglises et communautés non catholiques romaines doivent être considérés comme une étape très importante sur la voie menant à la restauration de l'unité spirituelle de l'Europe, et, malgré les intentions peut-être tout autres des artisans de ces efforts, ceux-ci n'en mènent pas moins à un retour vers l'idée romaine. La raison demande que de tels efforts soient entrepris. « Toute victoire de Rome est une victoire de la raison », disait jadis Renan. Cette victoire de l'idée universelle et romaine se manifeste aussi dans les efforts vers l'Unité de la chrétienté extra-romaine, qu'il s'agisse de la Conférence mondiale de Stockholm pour le Christianisme pratique, des tendances unitaires des Eglises protestantes, de la Conférence mondiale « Foi et Constitution de l'Eglise » (*Faith and Order*) de Lausanne.

\* \* \*

La guerre jeta les Eglises protestantes et réformées de l'Europe centrale dans la plus grande des crises, crise touchant à leur existence même, du fait qu'elles n'avaient plus de puissance « représentative ». Tout Parlement, tout corps scientifique, avait plus de puissance représentative que n'importe lequel des synodes ecclésiastiques protestants. En tant qu'Eglise, le protestantisme allemand ne marchait plus que sur les béquilles du grand état-major prussien. Ces béquilles une fois brisées, le protestantisme aussi essuya, en tant que communauté, une débâcle générale. La dépendance nationale du protestantisme ne saurait être vaincue que par les efforts vers l'Union. L'Eglise protestante doit, elle aussi, se mettre en marche vers une Eglise mondiale. La situation actuelle l'exige. Cette unité se réalisera-t-elle ou échouera-t-elle? Il s'agit là d'un problème d'histoire européenne, il s'agit d'empêcher les masses protestantes de se jeter dans le nihilisme religieux ou dans les religions exotiques. Certes, l'Eglise catholique rejette le Protestantisme, mais cependant, sa forme romaine, marquée au coin de l'esprit européen, voit dans les Eglises protestantes unifiées bien plus que dans n'importe quel culte asiatique, un allié dans la lutte pour le salut de l'Occident.

Ces observations sont indispensables pour la compréhension de cette Conférence mondiale « *Faith and Order* », qui a siégé pendant trois semaines à Lausanne, en août dernier. Elles le sont pour que nous puissions estimer à leur juste valeur la signification et les possibilités internes de ce concile.

\* \* \*

Le projet d'une conférence mondiale « Foi et Constitution de l'Eglise », date de l'époque d'avant-guerre; il ne s'en accorde pas moins en tous points avec les tendances unionistes caractéristiques de l'après-guerre. Sa réalisation peut être regardée comme le développement ultérieur de la Conférence de Stockholm. Là, on s'était posé, de propos délibéré, sur le terrain du christianisme pratique, non sur celui des doctrines et de l'organisation des Eglises. On avait cependant fini par reconnaître que la condition préalable d'un christianisme pratique est le christianisme lui-même. Car, c'est « christianisme » qui est le sujet, « pratique » n'en est que l'attribut. Sans christianisme point d'utilisation du christianisme. C'est avec raison qu'un membre suisse de la Conférence de Lausanne a déclaré que Stockholm devait mener à une seconde étape, allant de la périphérie au centre. « En fin de compte, a-t-il dit, ce ne sont pas des actions communes qui relient les hommes entre eux, ce sont des convictions communes. En d'autres termes, un véritable rapprochement des Eglises, leur Union dans l'esprit de Jésus-Christ ne peuvent s'effectuer que dans la Vérité, c'est-à-dire dans la reconnaissance de la Vérité, telle que l'a annoncée l'Evangile. Rechercher la présence éventuelle derrière les différentes confessions et Eglises chrétiennes de semblables convictions communes, susceptibles de mener à l'unité sur la base « Foi et Ordre », voilà la raison d'être de la Conférence mondiale

des Eglises à Lausanne, conférence à laquelle participaient les adhérents des mêmes groupements qui s'étaient assemblés à Stockholm.

La Conférence de Lausanne a-t-elle atteint son objet? S'accorda-t-on sur la base : Foi et Ordre? Quatre-vingt-dix Eglises diverses étaient représentées à Lausanne. Signalons les plus importantes : l'Eglise anglicane, avec ses ramifications embrassant tout l'Empire britannique; les Baptistes; les Eglises et Patriarcats de l'Orient orthodoxe; les Quakers d'Amérique et d'Angleterre; les Luthériens de tous les pays; les Méthodistes; les Presbytériens anglo-saxons; les Vieux-Catholiques; l'Eglise suisse réformée.

Les trois principaux objets des discussions furent les tentatives d'Union dans le domaine : 1<sup>o</sup> du sacerdoce (succession apostolique et épiscopat); 2<sup>o</sup> des sacrements (spécialement en ce qui concerne la doctrine de la Cène); et 3<sup>o</sup> d'un *Credo* commun. Des rapports optimistes émanant des milieux de la Conférence parlent d'une solution satisfaisante des questions en litige et d'un apaisement des tensions qui se seraient manifestées. Mais les comptes rendus des bulletins et des agences ne nous renseignent de façon positive que sur un seul point, à savoir que les divers groupements ont maintenu leurs points de vue dans le calme et sans se lancer dans la polémique. On a discuté de l'Union sur un ton amical, mais on n'en arriva pas à une union intérieure et il ne pouvait du reste en être autrement vu les nombreuses divergences et oppositions. Pas plus tard que l'an dernier, la *Reformiste Schweizer Zeitung* déclarait qu'il ne saurait être question pour l'Eglise suisse de prendre part à la Conférence de Lausanne, la condition préalable : reconnaissance de la divinité du Christ, faisant défaut! Aussi un membre de la Conférence qualifie-t-il de « résultat surprenant » le fait que l'union ait pu s'y faire au sujet du *Credo*! Les symboles des Apôtres et de Nicée ont été reconnus par tous mais « les occasions où ils seront employés seront déterminées par les Eglises des divers pays ». Ce qui veut dire en bon français que cette entente sur les deux symboles n'est qu'une entente purement extérieure et sans contenu; un décor ayant pour objet de ne pas devoir publiquement reconnaître la faillite de la Conférence.

Le délégué déjà nommé affirme qu'en ce qui concerne la Suisse, les « occasions d'emploi » du Symbole des Apôtres ne se présenteront que rarement dans le camp réformé; pour ce qui est du Symbole de Nicée elles n'existent pas. On voit nettement, par là, la valeur qu'il convient d'attacher à l'unité de Lausanne.

\* \* \*

Dans la question du sacerdoce ce n'est plus l'unité c'est la tolérance qui a triomphé. Il avait d'abord été proposé que dans l'Eglise réunifiée l'épiscopat existerait dans sa forme constitutionnelle à côté des Synodes et des conseils d'église. Mais on laissa tomber cette proposition et on se contenta de spécifier que les deux systèmes pourraient exister côte à côte, systèmes dont la valeur était reconnue égale!

L'Unité réalisée à la Conférence dans les résolutions votées n'était donc qu'un artifice d'ordre purement diplomatique; mais deux facteurs réduisent encore la valeur de ces résolutions. Il n'y eut pas de vote sur les formules d'unité dans les assemblées plénières. Il en fut simplement donné connaissance à titre de résultat des séances des commissions. Notons encore que les délégués n'étaient pas les mandataires de leurs Eglises. Dès lors les résolutions ne les liaient qu'à personnellement. Il convient donc d'abord d'attendre l'attitude que vont adopter à l'égard des décisions de la Conférence les Eglises des différents pays. Il est vrai que ces décisions sont rédigées de telle sorte que ces Eglises pourront y adhérer aisément car, au fond, tout reste en ce qui concerne « la Foi et l'Ordre » comme par le passé, chaque Eglise pouvant se comporter comme il lui plaît.

Le résultat concret n'est donc pas une union positive dans les questions de foi et de constitution de l'Eglise. La seule unité obtenue par la Conférence est celle d'une antithèse à base protestante contre le catholicisme romain. Un seul sentiment était commun à la Conférence : négation du catholicisme romain dans le sens panprotestant. Frölsch l'avait bien dit quelques années auparavant à l'assemblée générale de l'Union allemande évangélique à Mannheim. « Il est une chose seulement que nous sentons. Nous ne sommes pas des catholiques romains. Mais c'est tout et cela ne nous sert pas à grande chose. Il nous manque un lien nous unissant. »

Aussi est-ce avec raison que le correspondant de la *Neue Zürcher Zeitung* reconnaît qu'il faut chercher en fin de compte la signification de la Conférence « dans un bloc d'Eglises chrétiennes libérées de Rome ». Le correspondant croit qu'en conséquence cette unification inattendue donnera à réfléchir au Vatican, celui-ci se demandant si dans l'avenir il ne pourrait pas coopérer sous une forme quelconque avec cette nouvelle Puissance et par là relever son influence sur le monde chrétien. Mais voici par contre l'opinion d'un autre journal suisse catholique : « Même si un semblable bloc pouvait rattrapper l'avance que donnent à Rome sur les autres Eglises, mille années de croissance et de travail spirituel, il ne serait pas à même cependant de bannir le parfum d'anachronisme qui se dégage de tous ces pourparlers dogmatiques même prudemment menés. Et puis : pourquoi le protestantisme combattrait-il Rome? Il perdrait plus encore que maintenant son propre nom, si Rome n'existait pas.

Tout compte fait, ce que l'*Allgemeine Ev. Luth. Kirchenzeitung* avait dit de la Conférence de Stockholm s'applique aussi bien à celle de Lausanne : « Des paroles ont été prononcées, beaucoup de paroles, mais d'actes point. Aucun concile ecclésiastique ne s'était encore terminé avec de si maigres résultats ». Il serait dès lors plus que risqué d'affirmer que l'importance de la Conférence de Lausanne ne le cède en rien à celle des Conciles généraux les plus connus de l'histoire des Eglises.

\* \* \*

Elle devait constituer un pas vers l'idée romaine d'universalisme, une étape sur la voie d'une reconstitution de l'unité spirituelle tant européenne que mondiale. Ce pas n'a pas été fait à Lausanne. Et cependant l'incroyable morcellement des Eglises chrétiennes non-romaines n'offre à Rome aucun avantage. Jamais le *divide et impera* — principe politique — ne saurait prévaloir sur le terrain spirituel et religieux. Du point de vue d'une union à laquelle Rome aussi pourrait être intéressée, il lui serait de beaucoup préférable de se trouver en face d'un front compact basé sur « la Foi et l'Ordre », que de voir devant elle des conglomerats amorphes de communautés religieuses soudées en un « romfreien Block » purement négatif et sans aucune cohésion interne.

Les catholiques n'en constateront pas moins avec satisfaction qu'on a tâché quand même à Lausanne de comprendre l'Eglise catholique et d'en arriver avec elle à des rapports positifs. Si en fin de compte cette tentative échoua, et si le résultat en semble être un « romfreien Block », nous n'en noterons pas moins avec satisfaction que tout au moins ce bloc n'est plus enclin à combattre l'Eglise romaine avec les armes rouillées des vieilles méthodes *Kulturkampf*iennes. Gain notable dans les intérêts de la paix religieuse.

Aux catholiques, la Conférence de Lausanne a révélé derechef que sans norme rigide, comme il s'en trouve dans l'Eglise catholique, il n'y a pas d'unité possible à la longue. Sont possibles tout au plus des discussions au sujet de l'unité. A l'égard de toute conférence à l'instar de la Conférence de Lausanne le catholique restera toujours à bon droit sceptique, tout en reconnaissant la bonne volonté des participants. La raison d'être de ce scepticisme, nous la trouvons chez saint Matthieu (ch. 16., v. 15). N'y lisons-nous pas, sans malentendu possible, cette parole du Christ : *Tu es Petrus et super hanc petram aedificabo Ecclesiam meam?*

Où, pour arriver à une unité réelle, durable, vraie et véridique par le dedans, les hommes de Lausanne devraient d'abord se rendre à Césarée de Philippe (1).

Dr CARL WICK.

(1) Nous avons traduit cet article de la revue viennoise *Das Neue Reich* avec la bienveillante autorisation de l'auteur, le Dr Carl Wick de Lucerne.

ABONNEZ-VOUS à  
La revue catholique  
des idées et des faits  
la plus répandue,  
la moins chère,  
la mieux informée

## Le crépuscule de Glozel

Le mystère des découvertes de Glozel tourne visiblement au scandale. C'est pourquoi sans doute il passionne l'opinion publique; en effet l'atmosphère du lieu sent plutôt la baraque foraine que le laboratoire. On a craint que cette gigantesque bulle de savon, enfin crevée, ne déshonorât la science. Il n'en sera rien; quelques savants, non des moindres, y laisseront un peu ou beaucoup de leur prestige; mais aucune société, aucune revue scientifique n'a fait état des « découvertes » de MM. Morlet et Fradin. Celles-ci ne sont pas encore entrées dans la science, et il est vraisemblable qu'elles intéresseront demain, non plus l'archéologue, mais l'historien des mœurs, peut-être même le juge d'instruction.

Quittant déjà le domaine scientifique où elle n'a jamais été à son aise, la question de Glozel pénètre dans la politique, laquelle convient mieux à son mystère. En demandant le classement de la station comme monument historique, le ministre des Beaux-Arts a agi avec une promptitude louable, mais que l'on voit peu souvent lorsqu'il s'agit de découvertes sérieuses.

Il semble que malgré sa gloire tapageuse, Glozel entre dans une phase crépusculaire. Après les sévères observations de M. Julian, le magnifique historien, du comte Bégouen, à qui l'on doit de belles découvertes d'art préhistorique; après le rapport, non publié mais déjà foudroyant, de M. Dussaud, voici que M. l'abbé Breuil, qui est une autorité bien plus digne de foi que M. Salomon Reinach, nie, après étude, l'authenticité des objets trouvés dans les fouilles dont il dénonce « l'incroyable bluff, l'atmosphère malsaine, l'absence de méthode et de vrai contrôle ». Cette opinion est des plus importantes et, pour qui connaît l'œuvre de ce préhistorien, elle entraîne la conviction. M. Dussaud a fait remarquer que, au fur et à mesure des discussions, les objets exhumés se perfectionnent. En effet, les trouvailles semblent se modeler, en quelque sorte, sur les théories des inventeurs, et sont devenues tout à fait néolithiques. Au début, on trouvait du verre; ce fut gênant : le verre disparut.

Mais devant ces vagues d'assaut, pour employer le style du docteur Morlet, un nouveau secours arrive aux glozéliens. Un préhistorien lyonnais, le docteur Lucien Mayet, jette enfin son épée dans la balance et conclut à « l'évidence même ». Mais le poids de celle-là semble bien léger et celle-ci est bien obscure. Le docteur Mayet, en collaboration avec M. Mendès Correa, fit une fouille à Glozel le 11 septembre 1927. Le rapport de ces deux savants est d'une logique peu serrée qu'il convient d'examiner.

On sait que précédemment M. Vayson de Pradenne avait certifié avoir constaté la manière dont les objets étaient mis en place dans le terrain; ceux-ci avaient pénétré par un canal horizontal partant du front de la tranchée. L'auteur ajoutait que, les conditions de fouille l'exigeant, la pénétration se ferait selon la verticale. Or, les auteurs de la fouille dont nous parlons ne se sont pas mis à l'abri des causes d'erreur qui leur étaient signalées. MM. Mendès Correa et Mayet, fouillant assez loin de la tranchée déjà ouverte, en terrain vierge, ont trouvé des objets glozéliens à une profondeur d'environ 0<sup>m</sup>50. Ces objets sont peu nombreux et surtout ils sont tous de petite taille et peu fragiles. Ils sont donc susceptibles d'avoir été introduits dans la terre par le procédé indiqué précédemment ou encore d'avoir été dissimulés et mêlés à la terre par un fouilleur. Des objets volumineux ou fragiles auraient été plus probants : il n'y en a pas eu. Les auteurs du rapport n'ont pas dû fouiller eux-mêmes; en effet, ils ont

remué deux mètres cubes de terre en une heure et demie, ce qui suppose la présence d'un ou plusieurs ouvriers dont on ne parle pas. D'un examen objectif de ce rapport, on peut conclure qu'il ne constitue pas du tout une réponse victorieuse aux accusations de M. Vayson de Pradenne, lesquelles subsistent intégralement.

Et il est d'autres signes de décadence. La revue officielle du glozélisme, le *Mercure de France*, nous montre un certain trouble survenu chez les partisans de Glozel; leurs arguments faiblissent. Jupiter les aveugle : sans doute, il veut les perdre.

On fait grand cas d'une lettre de M. Loth, professeur au Collège de France. Les arguments qu'elle contient se retournent parfaitement contre la cause qu'ils doivent défendre. M. Loth donne comme preuve de l'authenticité des objets que les avoir fabriqués serait « un tour de force » dû à « un prodigieux artiste ». En réalité il n'y a pas à Glozel d'objets vraiment difficile à fabriquer, exigeant un ouvrier habile et expérimenté. La technique est toujours très fruste; les silex bien taillés ne sont pas souvent signalés. Les gravures? mais il y en a eu de fausses dans la Dordogne. L'alphabet?... On a pu copier les alphabets égéens ou autres déjà connus et vulgarisés. Les harpons?... Ce sont les plus suspects. Les haches?... elles sont du modèle le plus facile à fabriquer. Les poteries?... Rien n'est plus aisé à imiter; quant aux modèles, s'ils ne se trouvent qu'en Troade, on en rencontre des figures dans tous les manuels. Si les difficultés de fabrication étaient une preuve d'authenticité (ce qui n'est pas), il faudrait reconnaître que cette preuve manque absolument à Glozel. Ce qui a été difficile à réaliser, s'il y a eu fraude, ce n'est point la fabrication de tous ces objets, mais seulement leur mise en place. Seule la situation en pleine argile de tout cet attirail révèle un véritable talent et beaucoup de persévérance. L'argument invoqué par M. Loth est non seulement inopérant, mais il force à remarquer que l'hypothèse de la fraude est parmi les moins invraisemblables.

La question de Glozel est donc bien loin d'être résolue. On peut constater, ce qui n'est point insignifiant, que tout dans cette histoire sent le faux, le truquage, la mauvaise foi des uns, la naïveté des autres. Ce ne sont qu'objets trop particuliers, découvertes trop sensationnelles, et surtout réclame éhontée, polémique fielleuse, méthode suspecte. Cela semble à distance une jonglerie, et il paraît que sur place l'apparence est la même... Ce qui nous engage le plus à ne pas prendre Glozel au sérieux, ce sont les écrits mêmes du docteur Morlet. Ses polémiques perpétuelles, le peu de fond et l'excessive hardiesse de ses articles ne peuvent qu'engager à la réserve. Et si Glozel, sans que soit absolument prouvée son inauthenticité, est déjà discrédité, c'est que les pires ennemis de cette cause sont ceux qui la défendent, ce qui est une aventure courante. D'ailleurs, contrairement au bon sens et à l'usage, la question n'a pas été exposée au monde savant et dans des revues spéciales. Mais elle fut portée directement devant le grand public par une revue littéraire qui fit du docteur Morlet sa vedette, enlevant par avance à ses travaux toute portée scientifique. C'est un bel exemple de la confusion qui sévit aujourd'hui. C'est aussi la plus criante manifestation de l'esprit de réclame et de tapage qui envahit de nos jours la science. Un savant ne se contente plus de l'estime de ses pairs; il lui faut l'attention des foules comme à un romancier. Et l'on ne néglige rien pour la conquérir. Le goût des polémiques du genre électoral, des réclames commerciales, après avoir empoisonné la littérature, pénètre la science.

Il n'y a pas même lieu de s'étonner que la farce géante de Glozel (si c'en est une) ait été patronnée par de grands savants. La crédulité humaine est infinie; que l'on pense seulement aux études métapsychiques du professeur Richet! Les savants très compromis en l'affaire ne sont d'ailleurs pas très nombreux. M. Van Gennep est le plus engagé. M. Salomon Reinach a vu là

une confirmation de ses théories, il ne lui en fallait pas plus. M. Loth s'entête. M. Depéret prend l'offensive. Et puis il est difficile d'avouer une pareille erreur! Quant à l'éminent préhistorien lyonnais, M. Mayet, qui vient si tard au secours de la forte-resse chancelante du docteur Morlet, il entre dans sa sollicitude un peu de solidarité. Ses fouilles de Solutré furent difficilement admises; toutefois, pour théâtrale que fut la mise en scène et excessive la publicité, elles ne portaient point les tares qui déshonorent Glozel. Sans doute, il plaît au docteur Mayet de jouer à l'avocat des causes perdues; il s'espère un revirement du sort qui ramènera les âmes égarées vers la véritable foi glozélienne. Il sera peut-être déçu; mais il n'importe. Glozel sera une pierre de touche du sens critique. L'éminent Lyonnais, ainsi que quelques autres dont la renommée est excessive, y laissera peut-être un peu de sa gloire: ainsi l'œuvre du docteur Morlet n'aura pas été tout à fait inutile.

En attendant que soit résolue l'énigme de Glozel, il faut y voir deux choses: d'une part, le fait scientifique dont la réalité nous échappe entièrement et que nous devons dédaigner jusqu'à ce qu'il se présente à nous dans une lumière plus pure, et d'autre part, les procédés employés pour le mettre en valeur, que nous pouvons apprécier et qui font de cette aventure un signe des temps. De ces deux choses, la première exige le doute, la seconde suscite le mépris.

J. J. THOMASSET.

## La jeunesse catholique est-elle détournée de la politique?

Comme d'une litanie souvent plaintive, les assemblées du parti catholique ont résonné, dans ces dernières années, d'un appel insistant, émouvant, d'un appel empreint surtout d'impatience et parfois de reproche: l'appel aux jeunes. Jeunesse folâtre, jeunesse boudieuse, jeunesse orgueilleuse, jeunesse détachée des réalités, si ce n'est pas en ces termes que la qualifiaient les discours, c'est bien de cette façon qu'ils furent compris.

A présent, où en sommes-nous? Qu'il n'existe pas au pays de jeunesse catholique, et de jeunesse organisée, nul ne le prétend plus. Il y a quelques jours, la jeunesse a révélé sa force et sa cohésion dans une manifestation qui étonna la plus effervescente de nos cités et arracha des larmes de joie aux vieux serviteurs de la cause catholique. Le Congrès de Liège fut une promesse, et maintenant, les grandes houles de l'enthousiasme calmées, on se prend à demander quelle est exactement cette promesse.

\*\*\*

Mais quel était donc le cortège de Liège? Vivant portrait de toute une organisation permanente, il portait la marque caractéristique de l'A.C.J.B. elle-même. Il était religieux et militant, sans plus. Cette masse de cinquante mille jeunes hommes, ou plutôt, cette coulée d'énergie ardente, que transportait-elle à travers les rues? Une grande croix au Christ couronné. En voyant la foule se découvrir devant ce surprenant emblème des jeunes, chacun comprit qu'il existe désormais chez nous ce qu'on peut appeler une génération nouvelle, mais chacun sut aussi ce que cette génération se propose: ramener, non d'un vague désir, non en littérature, mais en toute réalité, le Christ triomphant au cœur même de la société

moderne. Le cortège de Liège n'a pas d'autre définition que celle-ci: c'était la garde du Christ-Roi.

Or, nous avons cru percevoir, au lendemain du 28 août, que des inquiétudes tenaces se dissipaient. Nous le comprenions bien, ce sentiment que des vétérans du parti catholique nous exprimait encore, il y a trois ans, au Congrès de Charleroi. Ils avaient autrefois voué leur adolescence à une grande cause qui reçut aussi le sacrifice de leur maturité: la défense de l'Eglise dans l'arène politique. Et au soir de leur journée, en voyant l'A. C. J. B. absorber l'activité de la jeunesse, ils se demandaient si, un jour fatal, cette cause sacrée n'allait pas tomber en désuétude. Inquiétude de pères et de champions!

Mais après Liège, cette angoisse s'est visiblement relâchée. Que s'est-il donc passé? L'A. C. J. B. n'a pourtant pas changé. Pas plus aujourd'hui qu'hier, notre Association ne s'engage, comme telle, sur le terrain politique. Cette attitude est si nette et si constante, elle est confirmée par une propagande si tenace, elle a été si hautement consacrée par Nos Seigneurs les évêques et par le Saint-Père lui-même, qu'il semble bien superflu de la rappeler à des catholiques. Oui, l'A.C.J.B. s'obstine à proclamer l'indépendance réciproque de l'action religieuse et de la politique catholique.

Comment se fait-il donc que les vieilles méfiances tendent à se dissiper? C'est que, si notre idéal d'action est invariable, il a développé, chemin faisant, ses virtualités. On le croyait d'abord incapable d'attirer plus qu'un petit nombre de jeunes gens — *pusillus grex* — et voilà qu'après lui la foule s'empresse et déjà se transfigure. On le jugeait aussi, il faut le dire, un peu compassé, ce programme de formation doctrinale qui s'était présenté d'abord sous l'austère étiquette des Cercles d'Études, et voilà que la doctrine catholique est devenue tellement vitale pour les jeunes qu'ils en font la pierre de touche, non seulement de la conscience intime, mais aussi de la vie publique et de la grande activité mondiale. On la prenait du moins, cette A.C.J.B., pour trop recueillie. Porterait-elle jamais la jeunesse aux agitations du forum? Ne la poussait-elle pas, plutôt, à faire vœu de perpétuelle clôture? Et voilà que, tout-à-coup, des envies batailleuses l'ont démanagée et qu'on l'a vue mener, tambour battant, une campagne d'avant-garde pour la défense des persécutés du Mexique!

Ce qui s'est passé est donc bien simple. Malgré les différences des disciplines, on a constaté, entre le mouvement actuel de jeunesse et les origines mêmes du parti catholique, une concordance foncière. On a bien vu que, si notre jeunesse commence par s'établir sur un autre terrain que la jeunesse de 1884 ou celle de 1900, ce n'est pas pour retrancher quoi que ce soit à l'action publique des catholiques, mais pour la consolider et l'élargir. Le parti catholique fut toujours un mouvement d'idéal, et d'idéal religieux. Ils le savent mieux que personne, ceux qui disent à leurs adeptes: « Prenez garde! Ne froissez pas le sentiment religieux, ne touchez pas aux subsides scolaires, vous reconstitueriez instantanément le bloc du parti catholique. »

Ce parti est né de la nécessité même de concerter la défense des libertés religieuses qui sont le patrimoine de tous les citoyens belges. Il a gardé pleine conscience de ses origines. Sans doute, il n'est pas confessionnel, sans doute, il ouvre largement ses portes à tous mais, sans être l'écuyer de l'institution religieuse, ne demeure-t-il pas, dans la liberté, le champion des droits que reconnaît à l'Eglise la Constitution nationale? Sans doute encore, au sens plénier et le plus riche du mot, le parti catholique est un parti gouvernemental et son activité embrasse toutes les sollicitudes de l'Etat, mais quelle est sa grande raison de durer? N'est-ce pas encore le souci religieux? La pensée religieuse, nous la lisons dans toute l'histoire du parti catholique, dans ses triomphes et dans ses brisements; ne ressort-elle pas, fulgurante, de ses crises intestines elles-mêmes, dont aucune, ni celle de l'ultra-montanisme, ni celle de la démocratie chrétienne, n'est parvenue à scinder définitivement dans notre pays le vieux courant de la politique catholique?

Lorsque, par conséquent, les vigies du parti, lorsque ceux qui dénotent autour de lui l'humeur des vents annoncent la montée d'une jeunesse qui, avant de faire un pas dans la vie publique, s'exerce à l'action religieuse, je comprends qu'ils aient foi en l'avenir.

Que le mouvement actuel de jeunesse doive procurer un jour à l'action politique le renfort qu'elle réclame, qui donc en douterait? Quels seraient les empêchements? Entre l'action catholique proprement dite et la politique des catholiques, si l'indépendance des

organisations est totale, les incompatibilités personnelles demeureront peu nombreuses. La masse de la jeunesse issue de l'A. C. J. B. pourra donc s'occuper de politique. Dès à présent, dans la mesure de sa maturité, on la voit s'y intéresser. Rien ne défend aux aînés de l'A. C. J. B. d'être en même temps, par exemple, membres d'une Jeune garde, d'une Association politique ou de la Ligne des Travailleurs chrétiens. Nous pourrions citer maintes localités où, l'heure venue, des *acéjibistes* prêtent à la propagande politique, en dehors de nos cadres et réunions, une coopération très réelle, sans que se crée de confusion entre les deux mouvements. Osons l'affirmer hautement : à cause même de leur formation doctrinale et de leur entraînement au service désintéressé du bien social, les jeunes se sentiront pour la haute politique, non l'indifférence qu'on a tant redoutée, mais un stimulant nouveau. L'action catholique porte en effet vers toutes les voies qui mènent à la rechristianisation du pays, que ces voies soient celles de l'éducation intellectuelle, de la diffusion de l'art, des réformes économiques, de l'action professionnelle et syndicale, ou, surtout, la voie traditionnelle, la vieille et superbe grand route de la politique. La devise même de l'A. C. J. B. n'en est-elle pas le plus sûr garant? « La Belgique au Christ! » Qu'est-ce à dire, sinon que cette jeunesse aime la Belgique et le Christ, qu'elle veut l'un pour l'autre, qu'elle apprécie par conséquent le parti catholique, et pour son caractère civique, et pour son âme spirituelle?

\* \* \*

• L'organisation de l'action morale et religieuse rend à la politique catholique un autre service encore : elle l'entoure d'une atmosphère d'union.

Quoi qu'on veuille, la politique est divisée. C'est que la pensée commune dont procède un parti ne prolonge jamais loin sa dictée. Dans l'élaboration des programmes d'action, dans la tactique quotidienne s'affirment bientôt des divergences inévitables partout où règne le jugement purement humain, des désaccords souvent insolubles là où il n'existe, pour les trancher, aucune autorité absolument incontestable. Les risques de morcellement sont peut-être plus graves encore pour un parti d'origine spirituelle, dont l'axe vital se trouve en dehors du champ de la politique proprement dite, laquelle concerne surtout la gestion des intérêts temporels; et spécialement pour un parti composite qui cherche à retenir en son sein toutes les classes sociales. De là vient, par une réaction fatale, que les raisons de se séparer en politique s'érigent constamment, entre catholiques, contre les raisons de s'unir.

Ces ferments de désagrégation finiront, soyons-en sûrs, par ronger la masse, aux éres d'accalmie religieuse, si, à côté du parti, il n'existe une organisation d'action, où, sous une autorité intangible : la hiérarchie ecclésiastique, les catholiques s'assemblent en raison même de leur nom de catholiques pour donner expansion à leur foi et à leur charité. Cette organisation n'est donc pas un obscur refuge; elle est le point de départ et de perpétuel ralliement de tous ceux que dispersent les rudesses de la vie, elle est le foyer béni où l'intérêt professionnel, les facultés économiques, la position sociale, le sentiment de classe, sans être en rien abolis ou désavoués, cèdent néanmoins le pas à une pensée plus large et à une résolution plus profonde. L'action catholique ainsi conçue n'est-elle pas le climat naturel de l'unité des catholiques? Pourquoi donc gémir en considérant les écueils qui parsèment les débouchés de la politique? Les écueils sont là et ils resteront là; nul ne les fera sauter; toujours ils menaceront de briser les hommes et leurs plus beaux efforts. Réjouissons-nous au contraire, si, pour assurer la navigation à travers cette zone périlleuse, il existe un havre de tout repos, un port du recueillement et du pardon, où l'on peut à l'aise gréer et restaurer la barque, où l'on prépare et où l'on répare.

Ces réflexions ne sont pas de simples conjectures. Elles sont déjà la constatation d'un fait. Grâce à la discipline que j'ai exposée, notre jeunesse catholique de langue française a dès à présent refait son unité. On l'a admiré à Liège dans sa splendeur, ce spectacle de fraternité; mais tous ne savent pas que chaque jour, entre jeunes ouvriers, étudiants, agriculteurs, employés, il se prolonge, au sein de nos Comités, dans nos Associations paroissiales, dans nos services d'action. Certes, nous connaissons et nous reconnaissons les milieux sociaux, mais, parce que l'effort de l'A. C. J. B. s'accomplit sous la chaleur maternelle de l'Eglise, notre Association a trouvé dans ses adaptations mêmes, une facilité nouvelle pour être, ainsi

que le Saint-Père en exprimait le souhait, l'organisation totale de notre jeunesse masculine.

\* \* \*

Ainsi donc, l'A. C. J. B. ose dire que, du dehors, elle contribue à la politique au sens le plus noble du mot, je veux dire à la sauvegarde spirituelle de la patrie. Elle grave dans l'âme des jeunes, aussi profondément qu'il se peut, le sentiment du devoir civique. Mais elle accomplit plus que cela : au cœur de notre grande jeunesse, de celle qui fait la veillée de ses responsabilités sociales, l'A. C. J. B. a fait refluer un impérieux besoin d'union. Par pensée, par désir par action, se cimente chez elle, entre les jeunes, la grande réalité de la communion des saints.

On peut donc affirmer que le parti catholique et l'A. C. J. B., bien qu'établis sur des terrains différents, se rejoignent par leur préoccupation la plus essentielle. De part et d'autre, nous puisons aux énergies des générations qui ont précédé la nôtre et nous nous inspirons des mêmes modèles. Charles Woeste, ce grand parlementaire et ce grand catholique d'action, répétait obstinément un précepte que je me rappelle l'avoir entendu prononcer encore, d'une voix assourdie par l'émotion plutôt que par l'âge, dans les dernières sessions de la *Fédération des Associations et Cercles* qui précéderent sa mort. A toute la jeunesse et à tout le parti, il disait : « Soyez catholiques avant tout! » *Catholiques d'abord!* Certes, cette devise ne promet pas l'unité en toutes choses, elle ne propose pas un programme politique complet, mais elle établit du moins la condition première de la collaboration des catholiques entre eux, elle donne à l'avenir des gages qui ne peuvent être dénoncés qu'avec la foi elle-même.

Ce langage, dans sa pensée substantielle, nous l'avons recueilli avec joie, tout récemment, sur des lèvres non moins autorisées. Au Congrès de Liège, M. le Premier Ministre daignait féliciter l'A. C. J. B. de s'appliquer surtout à la restauration morale et chrétienne du pays, à cette tâche que le relèvement de nos ruines matérielles laisse, hélas! encore à faire.

A la toute récente session de la *Fédération des Associations et Cercles catholiques*, à Tournai, son président, M. le Ministre d'Etat Segers, saluait à son tour l'A. C. J. B. comme « une œuvre magnifique, l'arc-en-ciel qui nous annonce des temps nouveaux, le sourire de la pacification, le baiser de concorde et de fraternité que nous apportent de nouveaux apôtres de Jésus-Christ. » Il s'était déjà déclaré d'accord sur les idées que je viens de développer.

Depuis lors encore, en ouvrant le Congrès de la *Ligue des Travailleurs chrétiens*, M. le député Heyman s'exaltait à l'évocation du Congrès de Liège, il félicitait l'A. C. J. B. et exprimait le souhait de voir bientôt la jeunesse flamande donner à son tour la preuve de ses énergies catholiques.

L'appel d'outre-tombe et ces encouragements d'hier nous assurent que, dans la voie où elle marche, l'A. C. J. B. sert, non seulement l'Eglise, mais le Pays. Toute aide, nous le savons, n'est pas directe, toute assistance ne frappe pas à première vue. Lorsque le promeneur traverse une cathédrale, et qu'il admire une nef altière, voit-il les contreforts qui s'accrochent aux murailles, pense-t-il aux blocs grossiers qui, dans l'obscurité du sol, font que cette masse s'élève et qu'elle tienne? L'A. C. J. B. n'a pas d'autre ambition que de rendre à toute l'activité sociale des catholiques, dans notre chère Belgique, un service de cette sorte. Si un jour vous éprouvez que l'énergie s'y renouvelle, que la confiance s'y fait plus allègre, que l'esprit qui la baigne est réconfortant, ne vous demandez pas d'où cela vient. Peu importe, car, en définitive, il suffit que cela soit.

GIOVANNI HOVOIS.

---

Nous prions instamment nos abonnés dont l'abonnement est venu à échéance, de vouloir bien verser fr. 37,50 à notre compte-chèque 48916. (Pour les membres du clergé le prix est de fr. 27,50).

Ils éviteront ainsi des frais de recouvrement et des perturbations dans le service régulier de la Revue.

---

# Les idées et les faits

## Chronique des Idées

### Une apôtre sociale : M<sup>lle</sup> Victoire Cappe

Je voudrais esquisser, ici, dans cette *Revue*, à laquelle elle collabora, la noble et douce physionomie de cette jeune femme que la mort vient d'arrêter au milieu de sa course, mais qui vécut en peu d'années une longue vie, chargée d'œuvres et de mérites.

Appelée par la Providence à remplir, dans la sphère de l'action catholique féminine, une haute mission, elle y apporta une exemplaire compréhension de sa tâche et un dévouement d'une rare fidélité.

Victoire Cappe était supérieurement douée. Sous les dehors d'une grâce enjouée et presque enfantine, elle unissait à une merveilleuse lucidité d'intelligence la chaleur d'âme qui fait rayonner l'idée et enflamme l'enthousiasme. Avec la sensibilité féminine la plus exquise, c'était un cerveau d'homme et l'un des mieux organisés. Elle avait la science du sociologue, l'éloquence persuasive, la passion de l'apostolat, la puissance de réalisation. Elle paraissait hésitante, et rien n'égalait l'énergie de ses résolutions; elle paraissait timide, et elle osait tout pour le bien. Elle semblait volontaire et personnelle, elle fut toujours docile. Elle spirituelle du cardinal Mercier, initiée par lui à la vie intérieure, entraînée par lui vers la vie d'action, elle lui est largement redevable et n'a jamais cessé de le redire.

D'où était-elle venue dans la capitale, où elle devait conquérir droit de cité par de signalés services?

Victoire Cappe nous était venue de la Cite Ardente, où elle naquit en 1886, le jour même, paraît-il, où des bandes échauffées célébraient je ne sais quel anniversaire de la fameuse révolutionnaire Louise Michel, et l'on dit même que des cailloux, lancés du dehors par quelque énergumène, retombèrent sur le berceau de celle qui sera la plus pacifique des révolutionnaires. L'enfant devait trouver dans ce berceau, dans son ascendance, des traditions intellectuelles, à son foyer une culture raffinée, elle n'y trouva pas la foi qui ne lui fut donnée que plus tard, vers la quinzième année, avec la grâce du baptême. Elle entreprit, à l'école moyenne de Soignies, les études que la jeune néophyte poursuivit et acheva chez les Filles de la Croix, à Liège, où elle conquit le diplôme de régente. Elle se félicitera toujours de l'excellence de cet enseignement et de la perfection de ses méthodes.

C'est dans cet établissement de la rue Hors-Château qu'elle rencontra M. l'abbé Paisse, professeur d'apologétique, auteur d'une *Cours de religion* justement estimé, fidèle disciple du chanoine Pottier, si ardent partisan de ses doctrines, qu'après son départ pour Rome, on le considérait comme le directeur de conscience de l'Ecole démocratique liégeoise. La vocation sociale de Victoire Cappe est close dans ce milieu effervescent.

Frêle et délicate, mais débordante de foi, passionnée et énergique, elle passa tout de suite de la théorie à la pratique. Elle n'avait que vingt ans, elle se donna tout entière, dans la fraîcheur de son printemps, avec l'élan de l'enthousiasme, à la cause qui l'enflammait, au relèvement de la femme. Elle se sentit au cœur une immense compassion pour « la misère imméritée » des ouvrières de l'aiguille condamnées aux bas salaires du *sweating-system*. De ses deniers, elle loua, rue Feronstrée, une chambre, où elle réunit, pour jeter les bases d'un syndicat, quelques ouvrières d'élite et quelques compagnes rencontrées dans la distribution des billets de l'Apostolat de la prière. Chez elle, l'idée s'incarne aussitôt dans l'action. Elle étudie, elle travaille, elle s'essaie à la parole publique.

C'est Charleroi, je pense, qui reçut les prémices de sa jeune éloquence dans une assemblée des « Ouvriers réunis » où elle revendiqua les droits méconnus de l'ouvrière de l'aiguille.

La Providence l'attendait au Congrès des Œuvres convoqué à Malines, en 1909, par le Cardinal Mercier. Elle y présenta un rapport sur les Unions professionnelles féminines. Le Cardinal fut

frappé de son accent qui était la vibration d'une âme d'apôtre, frappé aussi de la vigueur de la pensée qu'enveloppait cette grâce juvénile. Son regard l'avait discernée, son grand cœur l'avait élue. Il l'appela dans son diocèse, décidé à en faire l'instrument de ses desseins. Pour compléter sa formation, il se fit lui-même son maître de philosophie et la confia, en même temps, à la savante sollicitude de Victor Brants, professeur d'Economie politique à Louvain, chargé de son éducation sociale. Puis, ainsi munie et outillée, avec ce beau geste plein d'audace, qui était dans sa manière, il lança Victoire Cappe au large, dans l'action, à Bruxelles. Elle obéit avec sa simplicité d'enfant, jeta le filet sur la parole du Maître qui l'avait faite, si j'ose dire, pécheuse d'âmes.

Elle fonde rue de Ligne d'abord, le Secrétariat des Œuvres féminines, transféré ensuite rue de l'Union, embrassant dans ce cadre, Unions professionnelles, Cercles d'études, même un Cercle pour l'aristocratie, et successivement toutes les modalités de l'action sociale. Des collaboratrices ne tardent pas à s'adjoindre à l'entrepreneuse jeune fille et, parmi elles, il faut citer celle de la première heure qui lui restera toujours fidèle, M<sup>lle</sup> Richer, devenue M<sup>me</sup> Pauwels. L'œuvre se développe rapidement, elle se dédouble en Fédération wallonne et en Fédération flamande à la tête de laquelle est préposée M<sup>lle</sup> Baers. Il se trouve que par cette hardie initiative, le Secrétariat des Œuvres féminines chrétiennes, bientôt rayonnant sur tout le pays, avait devancé l'organisation parallèle des Travaillleurs chrétiens.

Elle n'avait pas tardé non plus à comprendre la nécessité d'une *Revue* qui propagerait les idées saines, qui ne donnerait pas dans les travers du féminisme mais laisserait la femme dans son cadre naturel, la famille, et dans la sphère sociale de son pays.

Dès 1911, elle publia *La Femme belge* et l'une de ses dernières préoccupations fut de transformer ce périodique d'abord trop austère en une revue d'une belle tenue littéraire et d'une élégante présentation.

\* \* \*

La guerre ne devait pas arrêter cet essor. Elle amena dans la capitale Victor Brants, exilé de sa chère Université, et partageant ici ses journées de piété et de labeur entre l'église, la Bibliothèque nationale et la maison de la rue de l'Union. Avec Victoire Cappe, son élève de prédilection, et par la collaboration de ces deux nobles esprits si bien faits pour s'entendre, de ces deux cœurs également épris d'un grand idéal de renouveau de la société, se créèrent, en janvier 1916, des cours de formation sociale pour jeunes filles de la bourgeoisie et pour ouvrières. Le but immédiat était de dresser à l'action sociale chrétienne des dirigeants capables. On ne peut assez admirer la largeur de vues qui présida dès l'abord à cette institution formatrice d'où allait sortir la grande *Ecole sociale catholique*. D'emblée, elle inscrivit au programme, avec la religion, la philosophie morale, des notions de droit et d'économie sociale avec leurs applications les plus utiles, faisant marcher de pair avec l'initiation scientifique le noviciat des œuvres économiques, professionnelles, sociales. Ces cours n'eurent, d'abord, qu'une durée de quelques semaines, restreintes même à une seule au bénéfice d'ouvrières, employées, institutrices.

A cette époque aussi furent organisées des *Ligues de femmes* sur le type qu'avait vulgarisé une brochure parue sous ce titre et traduisant, par la plume d'un ecclésiastique, les pensées mêmes de M<sup>lle</sup> Cappe. C'est elle, d'ailleurs, qui en est l'animatrice. Elle est partout, elle donne l'impulsion à tous les secrétariats régionaux, à Liège comme à Namur, à Braine-le-Comte et à Mons, comme à Gilly et à Nivelles. Elle insuffle son esprit de prosélytisme à tous les départements de ces organismes, aux Ligues comme aux Syndicats, aux Mutualités comme aux Cercles d'études.

Ce qui la distingue et la met au premier rang des femmes d'œuvres, c'est son sens social, cette intuition rapide qui lui fait comprendre à fond les nécessités de l'heure présente, saisir toutes les aspirations de l'âme populaire, et découvrir les moyens d'y répondre. Elle possède la science complète des besoins sociaux.

Esprit éminemment synthétique, formé à l'école du néo-thomisme, elle envisage les problèmes dans leur ensemble, les réformes dans leurs répercussions les plus lointaines, les classes dans leur harmonisation. Loin de s'égarer d'ailleurs dans un idéalisme stérile, elle est essentiellement concrète et pratique, rompue au mécanisme des œuvres et les accommodant à leur destination propre avec un esprit toujours averti. Elle affirme la primauté du spirituel, la suprématie de l'ordre moral, mais elle ne sacrifie aucun intérêt légitime et ordonne toute l'activité économique, comme moyen, vers une finalité supérieure.

Au spectacle des ruines morales amassées par la guerre et auprès desquelles les ruines matérielles ne sont qu'une ombre, Victoire Cappe sentit redoubler l'ardeur de son apostolat. Elle vit clairement qu'il fallait répandre plus de lumière dans les intelligences sur les principes fondamentaux de l'ordre social et sur leurs applications. Il faut, écrivit-elle, refaire à la société des cadres qui lui assurent la stabilité. Une enquête approfondie s'impose, une étude plus sérieuse des conditions de la vie des travailleurs est nécessaire pour en perfectionner l'organisation. L'assistance, l'hygiène, la protection de l'enfance, l'instruction et l'éducation populaires, bref l'action sociale s'avère aujourd'hui comme une science ardue, complexe, à laquelle il faut consacrer toutes ses facultés, comme un art aussi, qu'il faut cultiver passionnément.

Les catholiques vont-ils se traîner à la remorque des socialistes et sottement renchérir sur leur programme? Allons donc! Ils ont un idéal de justice et de charité, le Christ. Ils ont dans l'Eglise, dans les enseignements sociaux des papes, une direction assurée. Il y a une science sociale catholique, une pratique sociale catholique. Il faut dispenser cette science et répandre cette pratique.

De là est née l'École sociale, la grande œuvre de Victoire Cappe. Fondée sous le patronage du cardinal Mercier et grâce à sa munificence, soutenue par l'épiscopat, coordonnant et développant les cours sociaux organisés depuis 1916, mise en concordance avec le programme officiel qui prépare au diplôme d'auxiliaire social : cette École est une féconde pépinière de bibliothécaires, suintendantes d'usine, inspectrices du Travail, directrices de Bourses de travail, secrétaires d'institutions ouvrières, déléguées à la protection de l'enfance, directrices, inspectrices, enquêtrices auxiliaires pour institutions d'assurances sociales et pour toutes les œuvres d'assistance.

Elle dispense les connaissances sociologiques, elle dresse à l'art du fonctionnement de toutes les œuvres sociales.

Par l'influence du Secrétariat général et de tous les centres régionaux, ses satellites, qui forment une armée de 100,000 adhérents, par l'École normale sociale de Bruxelles et les six Écoles régionales, qui fournissent chaque année, en nombre toujours croissant, les collaboratrices éclairées de l'action sociale, par cette œuvre de masse et cette œuvre d'élite, Victoire Cappe a réalisé un bien immense. Ses créations lui survivront et se développeront encore.

Elle était naturellement désignée à l'attention des pouvoirs publics par sa haute compétence. Elle fut l'un des cinq conseillers gouvernementaux après l'armistice, elle était membre du Conseil supérieur du Travail et du Conseil national des Œuvres de l'Enfance.

C'est à ces titres qu'elle a participé aux travaux de divers congrès internationaux, à Washington, à Oslo, à Genève. Toutes ses interventions furent marquées au coin du bon sens le plus judicieux et du dévouement le plus désintéressé.

Pour connaître Victoire Cappe, il faut l'avoir entendue dans les congrès de la Fédération. Sa parole, lumineuse et ardente, allait droit au cœur qu'on ne peut oublier : « La Mère du Christ nous aidera à rappeler aux femmes leur mission. Elle soutiendra nos efforts. Nous le savons bien, nous qui vivons en contact constant avec elle, la femme du peuple n'a pas renié Dieu!

Jamais, peut-être, elle ne s'éleva davantage et ne produisit une émotion plus forte qu'au Congrès marial de 1921. Elle eut des cris du cœur qu'on ne peut oublier : « La Mère du Christ nous aidera à rappeler aux femmes leur mission. Elle soutiendra nos efforts. Nous le savons bien, nous qui vivons en contact constant avec elle, la femme du peuple n'a pas renié Dieu!

» Même entraînée dans le courant socialiste, sans le savoir, c'est Jésus, le Jésus de l'Évangile, le grand Prédicateur de la justice, de la charité, qu'elle cherche encore, c'est l'eau de la divine doctrine qu'elle demande. Mais, comme la pauvre Samaritaine, elle ne sait plus où elle doit prier et comment elle doit prier. Elle s'en va où ses superstitions la poussent, où ses passions

l'égarant. Ah! si elle connaissait le Don de Dieu, si elle connaissait Notre-Seigneur-Jésus-Christ. Qui donc lui dira où venir puiser l'eau de la vie éternelle? »

Victoire Cappe, par toutes ses œuvres sociales, par ses vingt années de dévouement, a montré ce chemin à des milliers d'âmes. Elle ne sera pas oubliée.

J. SCHYRGENS.

## ROME

### Les nouvelles pièces à verser au dossier de la Question Romaine (1)

La Question romaine.

(15 octobre 1927.)

Le second article que nous avons résolu et promis d'examiner a paru dans le *Popolo d'Italia* et il porte la signature d'Arnaldo Mussolini. Reconnaissons à cet écrivain quelques-unes des qualités qui constituent le style dit fasciste. Qu'il nous permette cependant de répondre avec une sereine objectivité à ses principales affirmations.

« La souveraineté, écrit-il, est double : ou bien elle concerne les choses terrestres ou bien les choses supraterrrestes, la matière ou l'esprit. Le caractère universel d'une question ne doit jamais humilier (peut-être faut-il lire : faire oublier) la base nationale de ses origines. Une controverse historique sur la question romaine ne peut être portée dans une assemblée ni devant des juges internationaux. Soumettre le problème de l'unité italienne avec Rome pour capitale, la seule possible et irremplaçable, au jugement des étrangers, est une erreur historique et juridique. » Et plus loin : « Nous ne comprenons pas la grande hâte et le vif désir de l'*Osservatore Romano* d'avertir les peuples et les gouvernements que le désaccord « de principe » demeure et d'assurer le monde que le Pape n'est pas sujet d'un Gouvernement rival, ennemi, étranger ou suspect. Accorder et garantir une liberté n'est pas imposer une sujétion. C'est là une vérité que les peuples civilisés peuvent apprendre sans soupçonner des desseins ténébreux du Gouvernement fasciste. C'est une vérité qui mérite d'être connue et appréciée. »

Répondons. Et commençons par cet empressément que l'on nous reproche. Mais nous n'éprouvons pas cette hâte qui nous est attribuée. Nous n'aurions pas des sentiments conformes à ceux de l'Eglise, notre guide et notre mère, si nous étions dominés par la préoccupation de l'heure qui passe. L'Eglise regarde toujours l'avenir avec calme parce que l'assistance de Dieu lui a été promise solennellement jusqu'à la consommation des siècles. Et c'est précisément dans les situations les plus graves qu'il ne dépend pas d'elle d'éviter, qu'elle s'abandonne avec le plus de confiance à la Providence divine et qu'elle attend avec tranquillité le lendemain.

Durant la première persécution, quand Pierre fut emprisonné et qu'il était à la veille d'être mis à mort, tout enchaîné et gardé par des soldats, « dormiebat », il dormait tranquillement. Quand la colère du paganisme, alors triomphant à Rome, s'abattit sur les premières communautés chrétiennes, très florissantes, et qu'elle y sema victimes et martyrs sans nombre, l'Eglise ne se départit pas de son calme, elle tint bon sous les coups de l'ouragan, multipliant les prières et les bonnes œuvres. L'attente dura trois siècles : jusqu'à Constantin.

Sans doute ces exemples d'atroces persécutions n'ont rien à voir avec l'état présent du Pontificat romain et de l'Eglise en Italie, et si nous les avons rappelés, c'est uniquement pour démontrer que, même dans des situations infiniment pires que celle dont il est question dans notre discussion, l'Eglise a gardé son attitude d'âme habituelle, qui est de considérer les choses *sub specie eternitatis* : hors du temps et de l'espace; elle n'a donc pas cette hâte fébrile dont vous parlez.

Ceux qui eurent trop grande hâte furent plutôt certains jour-

(1) Voir la *Revue catholique* du 28 octobre.

naux qui, comme nous l'avons dit dans notre article d'hier, prirent prétexte de l'échange de quelques procédés courtois à l'occasion d'un Congrès eucharistique pour affirmer que, désormais, tout est fini et que le désaccord, existant depuis 1870, était enfin guéri. Ce fut alors que nous crûmes devoir intervenir.

Nous intervenîmes pour ramener les choses à leurs justes proportions, et nous regrettons que l'écrivain distingué auquel nous sommes occupés à répondre ne nous ait pas compris. Quand nous avons dit que la Question romaine est proprement une question universelle, nous entendions affirmer que le problème de l'indépendance et de la liberté du Pape est un problème qui intéresse non seulement les Italiens, mais aussi tous les autres fils de l'Eglise; c'est une question, écrivains-nous, qui n'est pas seulement nationale, mais catholique, c'est-à-dire universelle. Cela ne veut pas dire que « cette question doit être discutée dans des assemblées internationales et devant des juges internationaux »; non, nous avons simplement prétendu que la liberté et l'indépendance du Chef suprême de l'Eglise catholique doit être, non seulement réelle et parfaite, mais encore manifeste à tous les fidèles du monde entier.

Et nous nous expliquons.

On a affirmé, et, à l'étranger, en des termes un peu vulgaires, mais significatifs, que le Pape ne peut être le chapelain d'aucune Puissance, c'est-à-dire que le Pape, Chef suprême des intérêts religieux des catholiques de tous les pays, ne peut être à la dépendance ou, de n'importe quelle manière, sous l'action d'une Puissance, quelle qu'elle soit, si bonne et si catholique qu'on puisse la supposer; le Pape, donc, ne peut dépendre d'aucune puissance à la manière dont un chapelain dépend du prince dans le palais duquel il exerce son ministère.

Or, c'est précisément ce qui arriverait le jour où le Souverain Pontife s'accommoderait de la situation qui lui fut créée en 1870. Il apparaîtrait — même s'il n'était pas — à la dépendance du Pouvoir dont il habite le territoire et au milieu des fonctionnaires de qui il consent pacifiquement à gouverner le monde.

Il est évident et il est fatal que ce jour-là tous les fidèles de l'univers catholique regarderaient le Pape avec défiance, avec suspicion, interprétant dans un sens politique tous les actes de son gouvernement; il est évident et fatal que ce jour-là ouvrirait la voie à des défections douloureuses, à la perte d'un nombre d'âmes incalculable, et, ce qu'à Dieu ne plaise, à la formation d'Eglises nationales, c'est-à-dire de schismes véritables.

Nous prions l'auteur auquel nous nous adressons de considérer avec toute sa pénétration d'esprit et sa loyauté sincère ce côté mondial, si l'on peut dire, de la question. C'en est précisément le plus remarquable et le plus digne de préoccupation.

L'honorable Benito Mussolini, n'étant pas encore Chef du Gouvernement, dans un discours mémorable qu'il tint à la Chambre le 21 avril 1921, a dit avec une grande efficacité de langage : « J'affirme que la tradition latine et impériale de Rome est aujourd'hui représentée par le catholicisme... Je pense et j'affirme que la seule pensée universelle qui existe aujourd'hui à Rome est celle qui rayonne du Vatican. Je suis très inquiet lorsque je vois se former des Eglises nationales, parce que je pense que ce sont des millions et des millions d'hommes qui ne regarderont plus vers l'Italie et vers Rome. »

Donc, la solution de la Question romaine doit être telle que l'indépendance du Pape apparaisse avec évidence aux fidèles du monde entier. Voilà ce que nous avons voulu dire — et rien d'autre — lorsque nous avons affirmé que la Question romaine n'est pas seulement nationale, mais une question proprement internationale.

Cela ne veut pas dire que tous les catholiques doivent être juges de la solution à intervenir ou qu'ils doivent constituer le tribunal suprême devant lequel devrait être portée, pour être tranchée définitivement, la fameuse controverse. Non, il n'y a, en l'occurrence, qu'un seul juge, le Pape. Lui seul est par volonté divine, Chef de l'Eglise, Maître suprême des fidèles, et, par conséquent, à lui seul appartient de se prononcer, non seulement sur les conditions de sa liberté et de son indépendance, mais encore sur les garanties nécessaires et suffisantes pour tranquilliser tous les fidèles de l'univers. A lui seul, il constitue le tribunal unique, suprême et sans appel auquel doivent se soumettre tous les catholiques. Cependant, le Souverain Pontife, dans l'examen de la question et la recherche d'une solution, qu'il attend, non pas d'une intervention étrangère, mais des sentiments de droiture et de justice du peuple italien, ne peut pas ne pas tenir compte

des justes exigences de tous les autres catholiques, il ne peut pas ne pas tenir compte d'une condition de fait et de droit aussi vaste que le monde.

\* \* \*

Actuellement, quel est le moyen d'éviter les suspensions et les périls de schisme dont nous venons de parler? Aussi longtemps que le Pape se trouvera sur un territoire qui ne lui appartient pas, sur le territoire d'une Puissance politique, c'est-à-dire dans une demeure étrangère, l'unique remède est le conflit ouvert, patent, universellement connu, avec le patron de cette maison qu'il habite. Voilà d'où vient l'absolue nécessité de protester, nécessité d'autant plus grande que plus imprudentes sont les affirmations de certains journalistes italiens qui prennent occasion de la politique ecclésiastique du Gouvernement pour prétendre que non seulement sont abolies les lois anticléricales des Gouvernements maçonniques qui ont précédé le fascisme, mais que le conflit a cessé entre le Vatican et les pouvoirs politiques suprêmes de l'Italie. Dans ces conditions, c'est un devoir pour nous de ramener les choses à leurs justes proportions, non pas pour « dénoncer des desseins ténébreux du Gouvernement fasciste », mais « pour avertir les peuples, suivant l'expression solennelle de notre contradicteur, que le désaccord de principe demeure et pour donner au monde l'assurance que le Pape n'est pas sujet ».

Certes, l'hérésie de Luther a causé des dommages incalculables. Mais cela ne justifie pas l'Italie, l'Italie maçonnique d'hier, des maux dont elle fut elle-même la cause... Elle a dépouillé entièrement (nous disons *entièrement*) le Souverain Pontife et l'Eglise, elle a proclamé la guerre à Dieu, elle l'a chassé des écoles, elle a essayé de tous les expédients pour déchristianiser la nation. Si elle n'a pas réussi, c'est que la nation était trop profondément chrétienne. Toutefois, les maux qui furent ainsi produits sont immenses. « Nous tous, disait Benito Mussolini, dans le discours cité plus haut, qui de 15 à 25 ans nous sommes abreuvés de littérature carducienne, nous avons haï une vieille louve cruelle, la louve vaticane nous avons entendu parler des manœuvres louches d'un Pontife embusqué dans les ténèbres... etc. Mais tout cela nous paraît à nous fascistes, esprits éminemment libres de préjugés, quelque peu anachronique. »

C'est un mérite du fascisme d'avoir courageusement dépassé la mentalité maçonnico-radical et d'avoir commencé à restituer dans l'école, dans la législation pénale, en un mot dans la vie publique, d'avoir restitué à Dieu et à son Eglise ce qui leur appartient. Si cette œuvre se poursuit avec la noble ténacité d'un ferme dessein, le premier à en ressentir le bienfait sera l'Etat lui-même. Ce qui, d'ailleurs, a déjà commencé à se vérifier, car le peuple italien n'est pas radical ni franc-maçon, mais catholique, comme le firent ses pères.

Que l'écrivain qui s'en est pris à l'*Osservatore* ne dise donc pas que l'Etat fasciste, à cause de sa libéralité, est en crédit envers l'Eglise. Non, l'Etat fasciste — qui, en vertu d'une continuité juridique indestructible, est l'héritier incontestable de l'Italie d'hier — l'Etat fasciste n'a pas reconstruit tout ce que l'Etat maçonnique avait détruit, mais une partie seulement. Cette restitution partielle, il l'a faite, non pas aux hommes, mais à Dieu. Et que notre écrivain en soit bien persuadé, Dieu ne s'est jamais laissé vaincre en générosité; Il a coutume de rendre cent pour un. Et c'est Dieu et son Eglise qui sont encore en crédit.

L'exemple de la France ne fait rien à l'affaire qui nous occupe.

Tous les Souverains Pontifes, depuis Léon XIII jusqu'au Pape actuel, ont condamné les lois laïques. Aucun autre ne les a condamnées aussi explicitement et avec autant d'énergie que Sa Sainteté Pie XI, il y a trois ans et à toute occasion. Cette condamnation n'a pas été et ne sera pas révoquée. Que si le Saint-Siège soit entré en relations diplomatiques avec le Gouvernement français, ce ne fut point qu'il approuvât en aucune sorte les lois laïques, mais parce qu'il pouvait tenter par ce moyen, avec espoir de réussite, de sauver quelque chose de la ruine universelle et contribuer en outre, au lendemain de la guerre mondiale, à la paix entre les peuples, qui intéresse aussi la religion, qui est même un de ses intérêts supérieurs. Ces relations diplomatiques sont possibles en France comme dans tous les pays où il n'y a pas de question romaine. Mais celle-ci, comme nous l'avons dit, aussi longtemps qu'elle ne sera pas résolue, rend le conflit inévitable et même obligatoire.

On a objecté enfin, nous nous demandons avec quelle opportunité,

la condamnation de l'*Action française* par le Saint-Siège. Oui, le Saint-Siège a condamné l'*Action française*, mais non pour favoriser la politique de M. Briand, — comme l'insinue M. Arnaldo Mussolini, qui, semble-t-il, ne lit sur cette affaire que ce qu'en écrit le journal condamné, ce qui serait n'entendre qu'une cloche — ni parce que cette feuille est monarchiste, mais pour des motifs religieux, uniquement et hautement religieux, comme l'a exposé plusieurs fois avec une grande clarté le Saint-Siège dans les actes de ses Congrégations et comme Sa Sainteté elle-même l'a déclaré avec netteté dans des documents très importants qui auront échappé à notre journaliste.

\* \* \*

Concluons : Des nécessités absolues d'ordre religieux exigent qu'au Pape soit faite une situation de liberté et d'indépendance, non seulement réelle et parfaite, mais encore évidente pour les fidèles du monde entier. Aussi longtemps que cette situation ne sera point obtenue de façon jugée satisfaisante par le Souverain-Pontife, les mêmes nécessités absolues d'ordre religieux imposent à Sa Sainteté le devoir de maintenir patent et manifeste le conflit créé en 1870.

Toute tentative d'accommodement tentée unilatéralement par l'Italie est vouée à l'échec parce qu'elle n'a pas l'approbation de celui qui tient seul le gouvernement du monde catholique et qui seul peut être, pour tout ce qui regarde les intérêts religieux, le juge suprême de la solution admissible et des garanties suffisantes.

Lorsque, par conséquent, M. Arnaldo Mussolini termine son article en affirmant que l'Italie « dans la plénitude de sa puissance politique et de son droit souverain, peut discuter avec le Saint-Siège et qu'elle a qualité pour être juge et garante », nous ne savons si cette conclusion représente sa pensée personnelle ou les idées de certains cercles politiques, mais quoi qu'il en soit, nous devons observer qu'aussi longtemps que pareilles idées prévaudront, nous nous trouverons dans les mêmes conditions que le jour où l'on tenta d'imposer au Pape la Loi des garanties. En d'autres termes, s'il en était ainsi, après un demi-siècle de vie nationale et après cinq années de fascisme, nous n'aurions pas — comme notre écrivain le reconnaît lui-même — avancé d'un seul pas.

Et voici les thèses que nous avons promises avant ces longues citations.

Des précisions importantes ont été apportées par l'*Osservatore* au cours de la discussion.

La Question romaine est d'intérêt universel et non seulement italien.

Ce qui ne veut pas dire qu'elle doive être tranchée par un tribunal international.

Il appartient à l'Italie de réparer le tort causé au Saint-Siège par l'Italie, de restituer au Saint-Siège, dans la mesure du possible, les biens dont le Saint-Siège a été spolié par l'Italie.

Le juge unique et suprême de la suffisance ou de l'insuffisance des réparations offertes par l'Italie est le Souverain-Pontife.

Il tiendra compte dans son jugement des *desiderata* légitimes des catholiques de toutes les nations.

L'essence même de la Question romaine consiste dans la nécessité d'ordre religieux pour le chef suprême de la chrétienté de jouir d'une liberté et d'une indépendance non seulement réelle et parfaite à l'égard de toute puissance politique, mais aussi universellement patente et incontestable; dans l'impossibilité que se réalise cette condition si le Pape était le sujet du Roi et du Gouvernement de l'Italie; d'où l'obligation pour le Saint-Siège de protester toujours contre l'envahissement des Etats pontificaux et de refuser imprescriptiblement de se reconnaître sujet des chefs de la nation italienne.

Il n'est pas indispensable, cependant, que les Etats pontificaux reviennent à leur étendue d'avant le conflit.

Mais la restauration de la souveraineté temporelle du Saint-Siège est indispensable.

Aussi longtemps que le fascisme ne reconnaîtra pas que le seul juge, à proprement parler, des conditions de cette souveraineté temporelle est le Pape — ce qui n'exclut pas évidemment que les intérêts de l'Italie soient présentés et défendus devant lui — la Question romaine, pratiquement, en sera toujours à la situation d'il y a cinquante ans.

LOUIS PICARD.

## ALLEMAGNE

L'Allemagne de 1927.

D'un intéressant article de M. Maurice Pernot dans le dernier numéro de la Revue des Deux Mondes, nous extrayons ces passages :

J'ai trouvé partout la rivalité confessionnelle entre catholiques et protestants plus vive, plus passionnée même qu'avant la guerre. Je m'y attendais si peu que, me défiant de mon impression, j'ai cru devoir la soumettre à des jugements plus éclairés que le mien. Ces jugements l'ont en grande partie confirmée. « La question confessionnelle est aujourd'hui la seule qui nous divise profondément », m'a dit un grand journaliste de Berlin. Un membre du Reichstag ajoutait : « Il suffirait de quelques imprudences pour réveiller en Allemagne les vieilles passions religieuses et rallumer un *Kulturkampf* ». L'émotion soulevée et la violence des polémiques engagées autour des deux questions de l'Ecole et du Concordat semblaient leur donner raison. A peu près au même moment, revenait sur l'eau le projet de constitution d'un grand parti protestant, d'un « Centre évangélique », et les plus grands journaux d'Allemagne en discutaient très sérieusement l'opportunité.

Ce mouvement s'explique, en quelque mesure, par une réaction du protestantisme allemand contre l'influence croissante que le Centre catholique exerce depuis huit ans sur la politique du Reich; j'y reviendrai plus loin. Mais il est bien permis de l'attribuer aussi, pour une part, à la vivacité des sentiments religieux, et d'en conclure que la religion, en dépit de quelques apparences, tient encore aujourd'hui une place très importante dans la vie spirituelle, sociale et politique de l'Allemagne.

La révolution allemande ne procédait ni d'un sentiment, ni d'une idée : elle était le résultat d'un ensemble de circonstances tout à fait indépendantes de la volonté nationale. La nation subit le choc, le jugea fort rude, puis lentement, se ressaisit un peu par instinct de conservation, plus encore grâce à l'impulsion de quelques hommes qui, ayant mesuré l'abîme où le mouvement révolutionnaire entraînait l'Allemagne vaincue et affaiblie, comprirent qu'il fallait, à tout prix, enrayer le mouvement. Or, l'obstacle contre lequel vint se briser la révolution, ce n'est pas l'aristocratie féodale et militaire, plutôt encline à s'allier provisoirement avec elle, ce n'est pas la bourgeoisie incertaine et divisée, ce n'est ni l'armée, ni la police, alors inexistantes; c'est la social-démocratie. La seule organisation demeura intacte et capable de résistance, — celle des syndicats, — fit semblant de diriger la révolution, et l'étrangla. Ce que les masses populaires voyaient poindre au bout de leur révolution, c'était moins un idéal qu'une commodité; ce n'était pas plus de justice, mais plus de bien-être. On m'a assuré que, pendant quelques semaines, Ebert, dont le rôle fut alors décisif, avait envisagé le maintien du régime monarchique, appuyé sur la social-démocratie. Rien n'est plus vraisemblable, et rien aussi ne montre mieux sur quelle base purement opportuniste la république fut établie en Allemagne.

En retrouvant à Berlin, à Hambourg, à Dresde ou ailleurs les hommes politiques que j'avais rencontrés il y a huit ans à Weimar, j'ai pu constater que plusieurs d'entre eux, qui étaient partisans de l'Etat unitaire en 1919, sont revenus aujourd'hui à la thèse fédéraliste. Ils ont compris, un peu tard, qu'unitarisme était à peu près synonyme d'hégémonie prussienne et de prussification de l'Allemagne. Contre le danger de cette hégémonie, on avait pris à Weimar certaines précautions qu'on jugeait alors suffisantes. Aux termes de la constitution, aucun Etat ne peut avoir au *Reichsrat* plus des deux cinquièmes du nombre total de l'Assemblée : ainsi la Prusse, avec ses 40 millions d'habitants, n'est représentée que par 26 députés. Bien plus, de ces 26 députés, 13 seulement sont nommés par le gouvernement prussien; les 13 autres sont désignés par les conseils provinciaux (*Provinzial-verwaltungen*), et l'on a vu parfois ces deux groupes voter l'un

contre l'autre. C'est précisément ce que voulaient les unitaristes. Ils escomptaient enfin la diminution de prestige et d'influence qu'en traînerait pour la Prusse la suppression de l'*union personnelle* : le roi de Prusse était empereur allemand; la monarchie une fois abolie en Prusse et en Allemagne, l'hégémonie prussienne perdait sa principale raison d'être.

L'événement a démenti ces calculs. Depuis Weimar, le mouvement unitariste a connu des hauts et des bas; mais le rôle joué par la Prusse et par Berlin dans le Reich est devenu de plus en plus important. Les raisons de ce progrès sont nombreuses. D'abord, on aura beau faire, on n'empêchera pas que la Prusse ne comprenne à elle seule plus de la moitié du territoire de l'Allemagne et environ les deux tiers de sa population et de sa richesse. Et l'on n'empêchera pas non plus que l'Etat prussien, — création artificielle, amalgame d'éléments disparates, mais centre d'attraction et noyau de l'unité allemande, — ne continue à remplir sa fonction historique, qui est de fondre en un tout puissant et fortement organisé les éléments de l'Ouest avec ceux de l'Est, en dépit de toutes les différences de race, de culture et de religion.

De plus, il était fatal que l'unification de quelques grands services administratifs, chemins de fer, postes, finances, valût à Berlin une importance effective supérieure à celle qu'il avait sous l'ancien Empire. Berlin est aujourd'hui le siège d'un « gouvernement du Reich », d'une administration centrale à peu près complète, qui n'existaient point sous l'ancien régime : à ce point de vue, il a gagné tout ce qu'ont perdu les anciennes capitales, où les grands offices politiques, administratifs et financiers ont été supprimés, réduits, ou bien fonctionnent à vide. Avant la révolution, l'Allemagne comptait au moins une douzaine de grandes villes, capitales et résidences, offrant à un homme politique, à un homme d'étude, à un fonctionnaire toutes les ressources qu'il pouvait souhaiter pour le développement de sa carrière, la satisfaction de ses goûts, l'éducation de ses enfants. Beaucoup d'hommes, très distingués, aimaient mieux occuper une situation importante dans leur petite patrie, qu'aller se perdre dans la capitale de l'Empire. Beaucoup même, d'origine berlinoise, venaient se fixer dans l'Etat de leur choix et ne se souciaient pas de revenir à Berlin. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Après la chute des dynasties, la suppression des Cours, la réduction de l'armée et des garnisons, les capitales des Etats moyens n'ont plus ce qu'il faut pour retenir les grandes capacités et les grandes ambitions : tout cela afflue vers le centre unique. Berlin désormais attire à soi toutes les forces matérielles et spirituelles de l'Allemagne; il est devenu, non seulement le foyer de la politique, mais celui des affaires, de la vie scientifique et artistique, dépeuplant, vidant à son profit les anciennes capitales ruinées et déchues.

Que ce grand mouvement se traduise, dans certaines classes, par une spéculation effrénée, il n'importe guère; des gens, qui ont tout perdu d'un seul coup, cherchent à tout regagner d'un seul coup; la fureur du jeu peut aboutir à des crises aiguës et superficielles, comme celle de mai dernier. Mais le phénomène général, essentiel, c'est l'effort méthodique, opiniâtre, formidable par lequel tout un peuple s'applique à rétablir sa fortune; dirigées, ordonnées par les meilleures têtes de l'Allemagne, toutes les énergies de la nation, ouvrières, industrielles, financières, scientifiques, tendent vers un même but : la reconstruction économique.

Rappelons le point de départ. Après la défaite et la révolution l'Allemagne, incapable de réagir, s'abandonne : c'est la désorganisation et le désordre. La dépréciation du mark, d'abord assez lente, devient vertigineuse au cours de l'automne 1923. Le montant des billets de la Reichsbank atteint en octobre la somme nominale de 2,496,823,000,000,000,000 marks; et ce total fantastique équivalait à peine à 145 millions de marks-or, c'est-à-dire à 5 pour 100 de la circulation allemande d'avant-guerre. On n'en continue pas moins d'imprimer des billets : à la fin de septembre 1924, pour obtenir le montant de la circulation, il faut multiplier le chiffre de l'année précédente par 100. Cependant, le 15 octobre 1923, on tente un premier effort pour arrêter la chute : un décret-loi constitue la *Rentenbank*, dont le capital, — 3,200 millions de marks-or, — est garanti par une hypothèque générale sur l'agriculture, l'industrie et le commerce allemands. En d'autres termes, l'économie nationale ouvre un crédit à la

communauté allemande, sous le contrôle et sous la garantie de l'Etat.

Cette première mesure donne quelques résultats, mais ne se révèle pas suffisante. Le remède vraiment efficace, celui qui sauvera l'Allemagne, viendra du dehors. Le 9 avril 1924, le Comité des Experts soumet à l'examen des gouvernements intéressés le plan qu'il a élaboré pour prévenir la catastrophe. Le 30 août suivant, les Alliés et l'Allemagne adoptent ce plan et signent l'accord de Londres. Et le 1<sup>er</sup> septembre, le plan Dawes commence à fonctionner. En vingt-quatre heures, le Reichstag a voté cinq lois qui conditionnent le système : reconstitution de la Reichsbank, introduction d'une nouvelle monnaie, création de la Compagnie des chemins de fer du Reich, émission des obligations industrielles, établissement du contrôle sur les revenus gagés. Enfin, le 10 octobre 1924, on tombe d'accord sur les conditions d'un emprunt international de 800 millions de marks-or, qui permettra tout ensemble à l'Allemagne d'assurer la stabilité de sa monnaie et de financer, pour une période préliminaire, les livraisons en nature que lui impose le traité.

En introduisant la nouvelle monnaie, — le *Reichsmark*, établi sur la base de l'or, ou plus exactement sur la parité du dollar, — on réduisait à zéro la valeur des innombrables billets émis au temps de l'inflation, et on annulait la dette intérieure de l'Empire, des Etats et des communes. C'était la faillite, et c'était la ruine des rentiers et des épargnants. Mais il fallait choisir. « L'Allemagne a fait un sacrifice cruel, mais nécessaire, m'a déclaré un Allemand. Quand il s'agit de sauver la nation, ceux qui possèdent doivent passer après ceux qui produisent. Je sais que là-dessus vous ne pensez pas comme nous. Vous avez refusé de sacrifier les rentiers, la classe moyenne; vous avez pris le parti de l'épargne contre la production et au détriment de cette dernière. C'est un scrupule très honorable, mais une faute grave. L'économie d'un pays ne se reconstitue point par l'épargne, mais grâce au développement des forces productrices : ce sont celles-là qu'il faut favoriser ». Un autre m'a dit : « Nous avons commis une énorme injustice; mais le salut était à ce prix. Que l'injustice ait été admise et le sacrifice consenti par la nation allemande, cela ne s'explique que par le désespoir total où la nation était tombée : seuls, des désespérés pouvaient accepter sans révolte un remède aussi douloureux ». J'ai retrouvé un peu partout, chez mes interlocuteurs allemands, ce souci de justifier par la raison d'Etat, ou mieux encore par cette fameuse « nécessité qui ne connaît pas de loi », une mesure qui nous semble, à nous Français, non seulement cruelle, mais odieuse.

#### ABONNEMENTS A L'ÉTRANGER

Nos nombreux abonnés étrangers nous obligeraient beaucoup en nous faisant parvenir le montant de leur abonnement ( 17, 13, 11, 9 ou 8 belgas suivant les pays ) soit en souscrivant un abonnement, soit avant l'expiration de leur abonnement en cours.

Il ne sera plus donné suite qu'aux demandes d'abonnement accompagnées du paiement anticipatif. Le service de la Revue sera supprimé sans autre avis à l'échéance de tout abonnement qui n'aura pas été renouvelé par le versement du montant dû.

Le prix de l'abonnement pour l'étranger est fixé comme suit :

- |   |           |
|---|-----------|
| I. — Pour l'Allemagne occupée (militaires en service actif) :   | 8 belgas  |
| II. — Pour le Grand-Duché de Luxembourg . . . . .   | 11 belgas |
| III. — Pour le Congo belge . . . . .  | 10 belgas |
| IV. — Pour l'Albanie, Algérie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bulgarie, Congo français, Côte d'Ivoire, Espagne, Estonie, Ethiopie, France, Gabon, Grèce, Guinée française, Haïti, Hongrie, Lettonie, Maroc, Martinique, Mauritanie, Niger, Oubangi-Chari, Paraguay, Pays-Bas, Perse, Pologne, Portugal et colonies, Réunion, Roumanie, Salvador, Sarre, Sénégal, Serbie, Croatie et Slavonie, Somalis, Soudan, Tchad, Tchécoslovaquie, Terre-Neuve, Tunisie, Turquie, Uruguay, Républiques Soviétiques Socialistes . . . . . | 13 belgas |
| V. — Pour tous les autres pays . . . . .  | 17 belgas |

La publicité  
dans  
**La Revue Catholique  
des Idées et des Faits**  
est  
**TOUJOURS EFFICACE**

VAREUSES pour Travailleurs Indigènes  
FABRICATION SPÉCIALISÉE

Établissements **CHARLES VERWÉE**

Téléphone :  
Gand 986

Meirelbeke-Station

Adresse télégraphique :  
Verwée-Meirelbeke

Ce genre de vareuse  
se fabrique en

TROIS TYPES DIFFÉRENTS :

a) Vareuses sans manches; b) Vareuses à manches courtes; c) Vareuses à manches.  
PULL'OVERS

EN DIFFÉRENTES TEXTURES :

a) Pure laine; b) Laine et coton; c) Pur coton.  
Polos, etc.

EN TOUTES NUANCES

TAPIS D'ORIENT

ET

D'EUROPE

MOQUETTES UNIES

ET A DESSINS ET TOUS

GENRES DE

CARPETTES



JACQUES ALAZRAKI  
&  
C. MOLITOR

Rue de Namur, 80, BRUXELLES. Tél. 212,25

Librairie Albert DEWIT

53, rue Royale, BRUXELLES

Viennent de paraître :

*Bibliothèque d'Histoire contemporaine de Belgique*

Emile Banning

Les Origines et les Phases de la Neutralité Belge

publié par ALFRED DE RIDDER

Directeur général de la Noblesse et des Archives au Ministère  
des Affaires étrangères.

Un beau volume in-8° de 276 pages . . . . . fr. 20.—

*Précédemment paru dans la même collection :*

Le Mariage du roi Léopold II, d'après des documents  
inédits, par ALFRED DE RIDDER. Un volume in-8° de  
297 pages. . . . . fr. 15.—

CODE DE COMMERCE

en tableaux synoptiques avec notes et documents pratiques  
par P. BIEMONT.

Un beau et fort volume grand in-4° de 360 pages. fr. 60.—

FONDS DES MIEUX DOUÉS

Lois coordonnées des 15 octobre 1921-25 juin 1927

Commentaire par LÉON BAUWENS

Secrétaire de l'Instruction publique. — Directeur général  
de l'enseignement primaire au Ministère des Sciences et des Arts.

Un beau volume in-8° de 77 pages . . . . . fr. 6.50

ACCUMULATEURS

**TUDOR**

Soc. Anon. - BRUXELLES - 60, chaussée de Charleroi

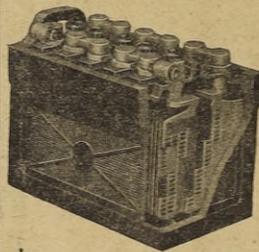
Téléphone 448,90 (5 lignes)

RÉPUTATION MONDIALE

40 années d'expérience

**AUTOS**

Un modèle pour chaque  
marque de châssis



**T. S. F.**

Batteries de Ten-  
sion  
et de Chauffage

VENTE - CHARGE  
RÉPARATIONS

Prise et remise à domicile

